

SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE,  
SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE  
ET ENVIRONNEMENT

[C – 2021/42429]

20 JUIN 2021. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 10 septembre 2020 relatif à la permanence médicale par les médecins généralistes et à l'agrément des coopérations fonctionnelles

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 22 avril 2019 relative à la qualité de la pratique des soins de santé, les articles 22, § 1<sup>er</sup> et 23, alinéas 4 et 5 ;

Vu l'arrêté royal du 10 septembre 2020 relatif à la permanence médicale par les médecins généralistes et à l'agrément des coopérations fonctionnelles ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 11 mai 2021 ;

Vu l'avis n° 69.409/2 du Conseil d'État, donné le 14 juin 2021, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre de la Santé publique,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** À l'article 10 de l'arrêté royal du 10 septembre 2020 relatif à la permanence médicale par les médecins généralistes et à l'agrément des coopérations fonctionnelles les mots « 1<sup>er</sup> juillet 2021 » sont remplacés par les mots « 1<sup>er</sup> juillet 2022 ».

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le 30 juin 2021.

**Art. 3.** Le ministre qui a la Santé publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 20 juin 2021.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Santé publique,  
Fr. VANDENBROUCKE

FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID,  
VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN  
EN LEEFMILIEU

[C – 2021/42429]

20 JUNI 2021. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 10 september 2020 betreffende de medische permanentie door huisartsen en de erkenning van functionele samenwerkingsverbanden

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 22 april 2019 inzake de kwaliteitsvolle praktijkvoering in de gezondheidszorg, de artikelen 22, § 1 en 23, vierde en vijfde lid;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 september 2020 betreffende de medische permanentie door huisartsen en de erkenning van functionele samenwerkingsverbanden;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 11 mei 2021;

Gelet op het advies nr. 69.409/2 van de Raad van State, gegeven op 14 juni 2021, in toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Volksgezondheid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** In artikel 10 van het koninklijk besluit van 10 september 2020 betreffende de medische permanentie door huisartsen en de erkenning van functionele samenwerkingsverbanden worden de woorden "1 juli 2021" vervangen door de woorden "1 juli 2022".

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking op 30 juni 2021.

**Art. 3.** De minister bevoegd voor Volksgezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 20 juni 2021.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid,  
Fr. VANDENBROUCKE

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C – 2021/21124]

13 JUIN 2021. — Arrêté royal relatif au registre central des clignotants économiques permettant la détection des entreprises en difficultés financières

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté que j'ai l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté est relatif à la création d'un fichier central d'indicateurs, dénommé « registre central des clignotants économiques permettant la détection des entreprises en difficultés financières ».

Introduction générale

Sire, le livre XX du Code de droit économique et plus particulièrement les articles XX.23 et XX.24 donnent diverses missions au Roi, toutes relatives à la communication et à la gestion de données à caractère personnel et d'informations de nature financière ou économique et relatives aux entreprises qu'elles soient constituées en personnes morales ou en personnes physiques.

Il s'agit principalement de permettre sur base de l'article XX.25 du même Code d'assurer une détection des entreprises en difficultés financières.

Contrairement à l'avis du Conseil d'Etat (point 3.4), le champ d'application de l'arrêté royal est bien circonscrit puisqu'il s'inscrit dans le Titre II du livre XX du Code de droit économique et ne vise que les entreprises, qui sont elles-mêmes définies à l'article I,22, 7°/1, du même Code, et qui sont en difficulté financière telle que la continuité de leurs activités économiques pourrait être mise en péril.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C – 2021/21124]

13 JUNI 2021. — Koninklijk besluit inzake het centraal register van economische knipperlichten met het oog op de opsporing van ondernemingen in financiële moeilijkheden

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het ontwerp van koninklijk besluit dat ik de eer hebt aan Uwe Majesteit ter ondertekening voor te leggen, heeft betrekking op de oprichting van een centraal bestand van indicatoren, genaamd "centraal register van economische knipperlichten met het oog op de opsporing van ondernemingen in financiële moeilijkheden".

Algemene inleiding

Sire, het boek XX van het Wetboek van economisch recht en inzonderheid de artikelen XX.23 en XX.24 verlenen de Koning verschillende opdrachten die betrekking hebben op de mededeling en het beheer van persoonsgegevens, en informatie van financiële of economische aard die betrekking hebben op ondernemingen, ongeacht of zij zijn opgericht als rechtspersoon, dan wel als natuurlijk persoon.

Het voornaamste doel is de opsporing van ondernemingen in financiële moeilijkheden mogelijk te maken op grond van artikel XX.25 van hetzelfde Wetboek.

In tegenstelling tot het advies van de Raad van State (punt 3.4) is het toepassingsgebied van het koninklijk besluit wel degelijk afgebakend, aangezien het is opgenomen in Titel II van boek XX van het Wetboek van economisch recht en uitsluitend gericht is op ondernemingen, die zelf worden gedefinieerd in artikel I,22, 7°/1, van hetzelfde Wetboek, en die in zodanige financiële moeilijkheden verkeren dat de continuïteit van hun economische activiteiten in gevaar zou kunnen komen.

Cette détection a pour but de permettre aux chambres des entreprises en difficulté d'identifier les entreprises dont elles doivent examiner la situation afin de, soit constater que leur situation est irrémédiablement compromise et que leur dossier doit être transmis au parquet afin qu'il cite ces entreprises en faillite, soit d'inciter les entreprises en difficultés financières telles que la continuité de leurs activités économiques pourrait être mise en péril, à prendre les mesures adéquates pour éviter l'état de faillite.

Il s'agit d'une compétence réservée aux tribunaux de l'entreprise qui consiste à détecter les entreprises en difficultés dans le but de prévenir l'impact et les conséquences sociétales dommageables que peut entraîner une faillite.

En d'autres termes, le tribunal de l'entreprise est appelé en amont à jouer un rôle dans la prévention du cercle vicieux créé par un état de faillite, notamment au niveau social (fermeture d'usine, perte massive d'emploi ...).

D'emblée, il faut indiquer qu'une détection fiable des entreprises en difficultés nécessite une communication de données des créanciers institutionnels, qui ont des créances ouvertes à charge des entreprises, vers un point central afin d'établir un faisceau de présomptions aidant à détecter les débiteurs qui relèvent de leur compétence et qui sont en difficultés financières telles que la continuité de leurs activités économiques pourrait être en péril. Au plus il y a de 'clignotants' qui s'allument, au plus il existe une nécessité de la part de la chambre des entreprises en difficulté d'examiner leur situation.

Ce faisceau d'indices est uniquement constitué des données et informations visées à l'article XX.23 du Code de droit économique et à l'article 1390<sup>quater</sup> du Code judiciaire, qui génèrent l'enregistrement d'une entreprise dans le registre central des clignotants économiques.

Il est dès lors nécessaire à cet effet de créer un registre central des clignotants économiques agréant ces communications de données économiques et financières de manière idoine pour qu'elles puissent être adéquatement exploitées.

Dans l'optique d'assurer une 'structure logique' à ce registre, ce dernier est articulé sur la base d'un identifiant unique pour une entreprise à savoir son numéro d'entreprise, attribué par la Banque-Carrefour des entreprises.

Le recours à cet identifiant unique présente un avantage majeur au niveau à la fois de la gestion et de la protection des données puisque les entreprises sont identifiées sur la base d'une clef unique issue d'une source authentique.

La nécessité du recours aux sources authentiques a déjà antérieurement été soulignée par la Commission de la vie privée dans sa recommandation n° 09/2012 du 23 mai 2012.

Ce numéro unique permet aussi d'identifier les entreprises concernées sans devoir recourir à d'autres informations comme des adresses ou des noms d'administrateurs. De ce fait grâce à ce numéro d'entreprise, le risque de confusion entre plusieurs débiteurs est évité et le principe de la minimisation des données est appliqué.

La consultation de ce registre fournit des données indicatives qui devront être consolidées soit lors de l'audition des représentants de l'entreprise ou des administrateurs.

Dans ce fait, tant les juges des chambres des entreprises en difficulté que le ministère public peuvent notamment solliciter les fournisseurs de données pour obtenir le dernier état des lieux concernant les dettes ouvertes. Ils devront bien entendu s'ils constatent à l'issue de l'audition ou de l'enquête que des erreurs existent dans ce registre, les rectifier et notifier ces corrections au fournisseur initial de données. Au niveau de l'exercice des droits des personnes concernées, le Code de droit économique dans son article XX.21 prévoit explicitement que « le débiteur a le droit d'obtenir, par requête adressée au tribunal, la rectification des données qui le concernent ».

Si le droit d'accès n'est pas explicitement prévu, il est bien entendu sous-jacent au droit de rectification.

Het doel van deze opsporing is de kamers voor ondernemingen in moeilijkheden in staat te stellen ondernemingen te identificeren waarvan zij de toestand moeten onderzoeken teneinde ofwel vast te stellen dat hun toestand onherstelbaar is aangetast en dat hun dossier moet worden overgezonden naar het parket zodat deze de ondernemingen kan daagvaardigen tot een faillissement; ofwel de ondernemingen die in danige financiële moeilijkheden verkeren waardoor de continuïteit van hun economische activiteit in gevaar kan komen, ertoe aan te zetten om de nodige maatregelen te treffen om een faillissement te voorkomen.

Het gaat om een bevoegdheid die is voorbehouden aan de ondernemingsrechtbanken en die erin bestaat ondernemingen in moeilijkheden op te sporen om de impact en schadelijke maatschappelijke gevolgen die een faillissement kan veroorzaken, te voorkomen.

De ondernemingsrechtbank wordt, met andere woorden, geacht reeds in een vroeg stadium een rol te spelen bij het voorkomen van de vicieuze cirkel die door een staat van faillissement wordt gecreëerd, met name op sociaal niveau (sluiting van fabrieken, massaal verlies van banen, enz.).

Voor een betrouwbare opsporing van de ondernemingen in moeilijkheden is het noodzakelijk dat de institutionele schuldeisers die openstaande schuldvorderingen hebben ten laste van ondernemingen, van meet af aan hun gegevens meedelen aan een centraal punt. Op deze manier kunnen een reeks vermoedens worden vastgesteld die helpen om de schuldenaren die onder hun bevoegdheid vallen op te sporen en in financiële moeilijkheden verkeren die danig ernstig zijn waardoor de continuïteit van hun economische activiteiten in gevaar zou kunnen komen. Hoe meer 'knipperlichten' er gaan branden, hoe groter de noodzaak voor de kamer voor ondernemingen in moeilijkheden om hun toestand te onderzoeken.

Deze reeks indicatoren bestaat uitsluitend uit gegevens en de informatie bedoeld in artikel XX.23 van datzelfde wetboek en in artikel 1390<sup>quater</sup> van het Gerechtelijk Wetboek, die leiden tot de registratie van een onderneming in het centraal register van economische knipperlichten.

Dat vereist derhalve de oprichting van een centraal register van economische knipperlichten waarin deze meegedeelde economische en financiële gegevens op passende wijze worden geaggregeerd zodat zij adequaat kunnen worden geëxploiteerd.

Teneinde een register te voorzien met een 'logische structuur', wordt er gebruik gemaakt van een unieke identificatiecode voor een onderneming, namelijk het door de Kruispuntbank van Ondernemingen toegekende ondernemingsnummer.

Het gebruik van dit unieke identificatiemiddel heeft een groot voordeel voor zowel het beheer van deze gegevens als de bescherming ervan aangezien ondernemingen worden geïdentificeerd op basis van een unieke sleutel uit een authentieke bron.

De noodzaak van het gebruik van authentieke bronnen is reeds eerder onderstreept door de Commissie Privacy in haar aanbeveling 09/2012 van 23 mei 2012.

Dit uniek nummer maakt het ook mogelijk om de betrokken ondernemingen te identificeren zonder een beroep te hoeven doen op andere informatie, zoals adressen of namen van bestuurders. Door het van het ondernemingsnummer van de onderneming te gebruiken, wordt het risico op verwarring tussen verschillende schuldenaren bovendien beperkt en wordt het beginsel van minimale gegevensverwerking toegepast.

Het raadplegen van dit register levert indicatieve gegevens op die zullen moeten worden geconsolideerd, ofwel tijdens de hoorzitting met de vertegenwoordigers van de onderneming of diens bestuurders.

In dat verband kunnen zowel de rechters van de kamers voor ondernemingen in moeilijkheden als het Openbaar Ministerie aan de gegevensverstreckers de laatste stand van zaken vragen met betrekking tot openstaande schulden. Indien zij na afloop van het verhoor of van het onderzoek vaststellen dat er in dat register fouten staan, dan moeten zij deze uiteraard corrigeren en deze aanpassingen aan de oorspronkelijke gegevensverstrekker meedelen. Op het niveau van de uitoefening van de rechten van de betrokken personen voorziet artikel XX.21 van het Wetboek van economisch recht uitdrukkelijk in het volgende: "De schuldenaar heeft het recht, bij verzoekschrift gericht aan de rechtbank, de rechtzetting te verkrijgen van de gegevens die op hem betrekking hebben."

Hoewel niet expliciet wordt voorzien in het recht van toegang tot de rechter, gaat dit schuil achter het rechtzettingrecht.

## Commentaire des articles

### Article 1<sup>er</sup>

Cet article exécute la délégation au Roi prévue à l'article XX. 24 du Code de droit économique. Cet article stipule que « Le Roi peut, après avoir recueilli l'avis de la Commission de la protection de la vie privée, prendre les mesures requises afin de permettre le traitement, selon une structure logique, des données recueillies et d'en garantir l'uniformité et la confidentialité dans les différents greffes des tribunaux de l'entreprise. Il peut notamment déterminer les catégories de données à recueillir ».

L'uniformité, la sécurité et la structure logique du traitement des données recueillies et relatives aux débiteurs en difficultés financières est assurée à travers la création d'un registre commun de traitement des informations recueillies et des règles de gestion et de sécurité communes pour ce registre.

C'est dans cette optique que l'article 1<sup>er</sup> crée un registre central des clignotants économiques dénommé « registre central des clignotants économiques permettant la détection des entreprises en difficultés financières ».

A cet égard, la tenue d'un registre informatisé présente les avantages suivants :

- l'accès se fait sur la base du besoin d'en connaître;
- l'accès se fait sur la base d'une autorisation du supérieur hiérarchique;
- les traitements sont loggés;
- la mise à jour des données est assurée de manière centralisée au profit de ceux qui ont le besoin d'en connaître.

### Article 2

Comme ce registre central contient des données à caractère personnel (cfr. commentaire de l'article 4), il est nécessaire, sur la base de l'article 5 du GDPR de déterminer de manière explicite la finalité qui a présidé à sa création.

La finalité de création du registre central des clignotants économiques est d'aider les chambres des entreprises en difficulté à détecter les débiteurs qui relèvent de leur ressort et qui sont en difficultés financières telles que la continuité de leurs activités économiques pourrait être en péril.

Cette mission de détection des entreprises en difficultés par les chambres d'entreprises en difficulté est par ailleurs elle-même prévue à l'article XX.25 du Code de droit économique. Comme indiqué précédemment, il s'agit bien d'une mission d'intérêt public puisqu'elle permet de préserver la société d'un dommage sociétal lié à l'état de faillite, ce pourquoi les tribunaux de l'entreprise peuvent se saisir eux-mêmes de certains dossiers, sans qu'une partie ne soit citée devant eux afin de « préserver la continuité de leurs activités [celles des entreprises] et d'assurer la protection des droits des créanciers ». Cette finalité de préservation et de protection sociétale tombe sous le champ d'application du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE vu qu'elle a pour but non pas de sanctionner des entreprises en difficultés mais de les détecter dans le cadre du « rôle de police administrative des chambres des entreprises en difficulté ».

### Article 3

Dans un souci de transparence, le responsable du traitement au sens de l'article 4, 7), du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE est explicitement identifié dans l'arrêté royal.

Suite à l'avis 32-2020 du 3 avril 2020 de l'Autorité de Protection des données, le Service Public Fédéral Justice est identifié dans le cadre des traitements afférents à ce registre comme responsable du traitement, vu son rôle en termes d'agrégation et de minimisation des données à caractère personnel et des informations provenant des différentes instances qui sont légalement tenues de fournir les listes des débiteurs.

## Artikelsgewijze bespreking

### Artikel 1

Dit artikel geeft uitvoering aan de delegatie aan de Koning waarin is voorzien in artikel XX. 24 van het Wetboek van economisch recht. In dit artikel wordt volgende bepaald: "Na advies van het [sic] Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, kan de Koning de gepaste maatregelen nemen teneinde de verwerking van de verzamelde gegevens op een logisch gestructureerde wijze te laten verlopen en de eenvormigheid en de betrouwbaarheid hiervan in de onderscheiden griffies van de ondernemingsrechtbanken te verzekeren. Hij kan onder meer de categorieën van de te verzamelen gegevens bepalen."

De eenvormigheid, veiligheid en logische structuur bij het verwerken van de verzamelde gegevens met betrekking tot de schuldenaren in financiële moeilijkheden worden gewaarborgd door middel van het oprichten van een gemeenschappelijk register voor de verwerking van de verzamelde informatie, en het opstellen van gemeenschappelijke regels voor beheer en veiligheid voor dat register.

In deze optiek voorziet artikel 1 in de oprichting van een centraal register van economische knipperlichten, het zogeheten "centraal register van economische knipperlichten met het oog op de opsporing van ondernemingen in financiële moeilijkheden".

Het bijhouden van een register biedt namelijk de volgende voordelen:

- de toegang tot het register wordt verleend op grond van de noodzaak tot kennisname;
- de toegang wordt verleend op grond van een toestemming van de hiërarchische meerdere;
- de verwerkingen worden gelogd;
- de gegevens worden centraal bijgewerkt ten behoeve van diegene die er kennis van kunnen nemen.

### Artikel 2

Aangezien het centraal register persoonsgegevens bevat (cfr. commentaar bij artikel 4), is het noodzakelijk dat, op grond van artikel 5 van de AVG, het doeleinde dat ten grondslag lag aan de oprichting ervan wordt omschreven.

Het doeleinde van de oprichting van het centraal register van economische knipperlichten is het helpen van de kamers voor ondernemingen in moeilijkheden bij het opsporen van de schuldenaren die onder hun rechtsgebied vallen en die in danige financiële moeilijkheden verkeren dat de continuïteit van hun economische activiteit in gevaar kan zijn.

Die opdracht van de kamers voor ondernemingen in moeilijkheden om ondernemingen in moeilijkheden op te sporen, is overigens zelf bepaald in artikel XX.25 van het Wetboek van economisch recht. Zoals eerder aangegeven, gaat het om een taak van algemeen belang met de bedoeling de maatschappij te vrijwaren van maatschappelijke schade die verband houdt met de staat van faillissement. Om die reden kunnen de ondernemingsrechtbanken bepaalde dossiers op zich nemen, zonder dat een partij voor de rechtbank wordt gebracht, teneinde "de continuïteit van de activiteiten [van de ondernemingen] te vrijwaren en de bescherming van de rechten van de schuldeisers te verzekeren". Dat doeleinde inzake vrijwaring en sociale bescherming valt onder het toepassingsgebied van de Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG, aangezien daarbij niet beoogd wordt ondernemingen in moeilijkheden te sanctioneren, maar ze op te sporen in het kader van de 'rol van bestuurlijke politiek van de kamers voor ondernemingen in moeilijkheden'.

### Artikel 3

Met het oog op transparantie wordt de verwerkingsverantwoordelijke in de zin van artikel 4, 7), van Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG uitdrukkelijk geïdentificeerd in het koninklijk besluit.

Ingevolge advies 32-2020 van de Gegevensbeschermingsautoriteit van 3 april 2020, wordt de Federale Overheidsdienst Justitie aangewezen als verwerkingsverantwoordelijke, gelet op zijn rol inzake de aggregatie en de minimalisering van de persoonsgegevens en van de informatie afkomstig van de verschillende instanties die wettelijk verplicht zijn om de lijsten van de schuldenaren te verstrekken.

**Article 4**

L'article 4 précise d'une part, les indicateurs c'est-à-dire les données à caractère personnel et informations qui sont traitées dans le registre et d'autre part, l'articulation de ces différents indicateurs entre eux.

Les données et informations traitées concernent d'une part, l'identification des entreprises en difficultés financières et d'autre part, les indicateurs relatifs à ces difficultés financières.

Un premier point important à préciser eu égard aux finalités visées est que seules les données et informations relatives aux entreprises qui ont au moins une 'dette ouverte' sont traitées. En d'autres termes, il ne s'agit bien entendu pas de créer un registre servant à évaluer la fiabilité de l'ensemble des entreprises, en ce compris celles qui n'auraient pas de dettes ouvertes.

Cette 'dette ouverte' ne peut par ailleurs provenir que des fournisseurs de données légalement identifiés et qui sont tenus de transmettre ces informations au tribunal de l'entreprise ou d'une source authentique fiable (indicateur de santé financière calculé par la BNB).

A cet égard, et pour répondre au point 27 de l'Autorité de protection des données mentionné dans son avis 32-2020 du 3 avril 2020, l'ensemble des fournisseurs de données concernant les dettes ouvertes sont déjà déterminés dans une norme supérieure à savoir la loi. Il n'est donc ni nécessaire ni opportun de reprendre ce qui est déjà prévu dans une norme supérieure. La référence à cette norme, faite à l'article 4, alinéa 3, de ce projet est donc suffisante.

Les données recueillies sont tout d'abord celles que des instances publiques sont légalement tenues de communiquer au tribunal de l'entreprise, sur la base notamment des articles XX.23 et XX.24 du Code de droit économique ou de l'article 1390septies du Code judiciaire. Ces données concernent donc des débiteurs qui :

- (1) n'ont plus versé de cotisations de sécurité sociales depuis un trimestre à l'Office National de Sécurité Sociale;
- (2) n'ont plus versé de T.V.A ou de précompte professionnel à l'administration des finances;
- (3) n'ont plus versé de cotisations de sécurité sociales dues depuis un trimestre, pour ce qui concerne les travailleurs indépendants à l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants;
- (4) ont commis des faits graves et concordants susceptibles de compromettre la continuité de l'activité économique, lesquels sont constatés par l'expert-comptable externe, le comptable agréée externe, le comptable-fiscaliste agréée externe et le réviseur d'entreprises;
- (5) sont soumis à un avis de saisie;
- (6) sont soumis à un jugement de résiliation de bail commercial;
- (7) ont été condamnés par défaut ou contradictoirement, alors qu'ils n'ont pas contesté le principal réclamé.

Ensuite, les autres informations contenues dans ce registre sont celles provenant de la BCE ou de l'ONSS et sont relatives :

- à la forme légale ainsi qu'à la situation juridique de l'entreprise, à l'exception pour ce qui concerne la situation juridique des entreprises en personnes physiques, en ce compris les titulaires d'une profession libérale. La situation juridique peut-être normale/ faillite ouverte/ en liquidation/ radiée;
- au nombre de salariés de l'entreprise;

Ce critère a une double fonctionnalité : il permet d'une part, d'évaluer l'importance relative d'une dette et d'autre part, l'ampleur de son impact social. Le poids d'une dette est en effet différent selon qu'elle concerne une entreprise employant peu ou beaucoup de salariés.

Par ailleurs, la chambre des entreprises en difficulté disposant de ressources limitées, aura la possibilité de donner la priorité aux cas potentiellement les plus dommageables pour les créanciers et pour les salariés de l'entreprise. La justification est de réguler les difficultés financières pour éviter la faillite. Il faut rappeler que la chambre des entreprises en difficulté ne produit que des ordonnances et ne prend jamais de mesures judiciaires à l'encontre d'une entreprise selon le prescrit de l'article XX.29 du Code de droit économique.

- aux changements fréquents de siège;

**Artikel 4**

Artikel 4 preciseert enerzijds de indicatoren, zijnde de persoonsgegevens en informatie die in het register worden verwerkt, en anderzijds de onderlinge samenhang van die verschillende indicatoren.

De verwerkte gegevens en informatie slaan zowel op de identificatie van de ondernemingen in financiële moeilijkheden als de indicatoren voor die financiële moeilijkheden.

Een eerste belangrijk punt dat moet worden verduidelijkt in het licht van de beoogde doeleinden, is dat alleen gegevens en informatie van ondernemingen met minstens een 'openstaande schuld' worden verwerkt. Het is dan ook niet de bedoeling een register op te richten dat dient ter beoordeling van de betrouwbaarheid van alle ondernemingen, met inbegrip van de ondernemingen die geen openstaande schulden hebben.

Bovendien kan deze "open schuld" enkel afkomstig zijn van wettelijk geïdentificeerde gegevensverstreckers die verplicht zijn deze informatie door te geven aan de rechtbank van de onderneming of van een betrouwbare authentieke bron (financiële gezondheidsindicator berekend door de NBB).

In dit verband en in antwoord op punt 27 van advies 32-2020 van de Gegevensbeschermingsautoriteit van 3 april 2020, zijn alle verstreckers van gegevens over openstaande schulden reeds vastgelegd in een hogere norm, namelijk in de wet. Het is derhalve niet noodzakelijk noch opportuun om te hernemen wat reeds is bepaald. De verwijzing naar die norm in artikel 4, derde lid, van het dit ontwerp volstaat dus.

De verzamelde gegevens bestaan uit de gegevens waarvan de openbare instanties nu al wettelijk verplicht zijn deze mee te delen aan de ondernemingsrechtbank, op grond van de artikelen XX.23 en XX.24 van het Wetboek van economisch recht, of van artikel 1390septies van het Gerechtelijk Wetboek. Deze gegevens hebben betrekking op schuldenaren die:

- (1) reeds een kwartaal de socialezekerheidsbijdragen niet meer betaald hebben aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid;
- (2) de btw of bedrijfsvoorheffing niet meer betaald hebben aan de administratie van financiën;
- (3) reeds een kwartaal de verschuldigde socialezekerheidsbijdragen niet meer betaald hebben aan het Rijksinstituut voor de Sociale Verzekeringen der Zelfstandigen, voor wat de zelfstandigen betreft;
- (4) gewichtige en overeenstemmende feiten hebben gepleegd die de continuïteit van de economische activiteit in het gedrang kunnen brengen, en die zijn vastgesteld door een externe accountant, een externe erkend boekhouder, een externe erkend boekhouder-fiscalist en een bedrijfsrevisor;
- (5) onderworpen zijn aan een kennisgeving van inbeslagname;
- (6) onderworpen zijn aan een vonnis tot beëindiging van de handelshuur;
- (7) bij verstek of op tegenspraak zijn veroordeeld, terwijl zij de gevorderde hoofdsom niet hebben betwist.

De overige informatie in dat register is hoofdzakelijk afkomstig van de KBO of de RSZ en heeft betrekking op:

- de rechtsvorm en de rechtstoestand van de onderneming, met uitzondering voor wat de rechtstoestand van de ondernemingen natuurlijk persoon betreft, daaronder begrepen de beoefenaars van een vrij beroep. De rechtstoestand kan normaal zijn/ het faillissement reeds geopend/in vereffening/afgeschreven;
- het aantal werknemers van de onderneming;

Dit criterium heeft een dubbele functie: Het maakt het mogelijk enerzijds het relatieve belang van een schuldvordering en anderzijds de omvang van de sociale gevolgen ervan te beoordelen. Het gewicht van een schuld verschilt naargelang het gaat om een onderneming met weinig of veel werknemers.

Voorts zal de kamer voor ondernemingen in moeilijkheden, aangezien die over beperkte middelen beschikt, de mogelijkheid hebben om voorrang te geven aan de gevallen die potentieel het schadelijkst zijn voor de schuldeisers en voor de werknemers van de onderneming. De verantwoording is het regelen van de financiële moeilijkheden om een faillissement te voorkomen. Er moet worden opgemerkt dat de kamer voor ondernemingen in moeilijkheden enkel beschikkingen uitsprekt en nooit gerechtelijke maatregelen neemt ten aanzien van een onderneming, zoals bepaald in artikel XX.29 van het Wetboek van economisch recht.

- het veelvuldig verplaatsen van de maatschappelijke zetel;

Ce critère constitue un clignotant important lorsqu'il est combiné à la présence de dettes. Sur la base de leur expérience, les chambres des entreprises en difficulté et le parquet savent que de nombreuses entreprises en situation délicate ou frauduleuse, après avoir été identifiées, essaient de disparaître du radar des autorités en déménageant afin de changer d'arrondissement judiciaire et s'installent dans de grandes villes où elles auront plus de chances de passer inaperçues pendant un certain temps. Ces déménagements s'accompagnent le plus souvent de changements d'organes de gestion avec désignation d'hommes de paille ou de personnes qui seront radiées du RRN peu de temps après leur désignation.

D'autres sources authentiques peuvent fournir des données comme la Banque Nationale de Belgique pour ce qui concerne l'indicateur de santé financière d'une entreprise auquel celle-ci a accès.

Cet indicateur de santé est basé sur les comptes annuels des sociétés et est constitué d'une combinaison pondérée de variables, permettant in fine de calculer une probabilité de défaillance des entreprises pour lesquelles cet indice peut être calculé. A partir de ce modèle, développé par la BNB et explicité sur son site internet, certaines sociétés répondant à divers critères techniques dans leurs comptes annuels sont positionnées dans diverses classes de 'santé financière'.

Il faut noter que cet indicateur de santé financière n'existe pour aucune entreprise en personne physique (EPP) car il est calculé sur la base de comptes déposés à la BNB. Les EPP ne déposent aucun compte à la BNB puisque ces derniers tombent dans le champ d'application de la déclaration IPP de la personne physique.

Un deuxième point important est relatif à l'articulation des données/informations dans ce registre autour du numéro BCE de l'entreprise. Le numéro BCE est utilisé comme source authentique unique de l'information descriptive des entreprises. En application du principe de minimisation, le numéro BCE permet à lui seul d'identifier les entreprises et dès lors les données à caractère personnel telles que le nom, l'adresse de l'entreprise, et des administrateurs n'y figurent pas. Cet élément est important car il s'agit de détecter des entreprises en difficultés à l'aide de critères objectifs et mesurables. En limitant les données d'identification, on concourt à l'objectivation des critères de recherche.

À l'instar du numéro BCE, le code postal du siège (lorsque celui-ci se trouve en Belgique) est également enregistré dans le registre, dans le but de déterminer le tribunal d'entreprise compétent.

Une troisième remarque fondamentale consiste dans le fait que, très peu de données à caractère personnel y sont traitées puisque seules les entreprises en personne physique, en ce compris les titulaires d'une profession libérale sont susceptibles de rentrer dans le champ d'application de la Directive ou du Règlement en matière de protection des données. Toutes les autres personnes morales en sont par définition exclues.

Les EPP sont des entreprises dont il n'y a pas de séparation entre le patrimoine privé et le patrimoine professionnel; de ce fait, la responsabilité est illimitée. Elles n'ont aucune des formes légales prévues pour les Entreprises en Personne Morale (EPM) et tant leurs revenus que leurs charges sont taxés à l'impôt des personnes physiques.

Les EPP ne publient pas de comptes annuels mais sont toutefois assujetties à la TVA et peuvent l'être à l'ONSS si elles emploient des salariés. En termes de charges sociales, elles ont l'obligation de se déclarer comme indépendant et de cotiser à l'INASTI. Dans ce cadre, ces EPP peuvent aussi avoir des dettes ouvertes qui constituent des clignotants économiques.

Bien entendu, dans une seconde phase, lorsque les juges des chambres des entreprises en difficulté estiment qu'ils doivent entendre un administrateur d'une entreprise en difficulté dans le cadre de leur compétence visée à l'article XX.25 dudit Code, ils peuvent obtenir les coordonnées de l'administrateur via la consultation de la BCE sur la base du numéro d'entreprise.

Dit criterium is een belangrijk knipperlicht wanneer er daarnaast ook schulden zijn. Op basis van hun ervaring weten de kamers voor ondernemingen in moeilijkheden en het parket dat vele ondernemingen die in een hachelijke of frauduleuze situatie verkeren en worden geïdentificeerd vervolgens proberen om van de radar van de autoriteiten te verdwijnen door te verhuizen – teneinde van gerechtelijk arrondissement te veranderen – en zich vestigen in grote steden, waar ze meer kans maken om gedurende een zekere tijd onopgemerkt te blijven. Die verhuizingen gaan meestal gepaard met wijzigingen in de beheersorganen en de aanstelling van stromannen of personen die kort na hun aanstelling uit het RRN worden geschrapt.

Ook andere authentieke bronnen kunnen gegevens verstrekken, zoals de Nationale Bank van België voor wat betreft de financiële gezondheidsindicator van een onderneming waartoe zij toegang heeft.

Deze gezondheidsindicator stoelt op de jaarrekeningen van de vennootschappen en bestaat uit een afgewogen combinatie van variabelen die in fine de mogelijkheid biedt een waarschijnlijkheid van faillissement te berekenen voor de ondernemingen waarvoor het cijfer kan worden berekend. Op basis van het model dat werd ontwikkeld door de NBB en dat is toegelicht op haar website, worden bepaalde vennootschappen die op grond van hun jaarrekeningen beantwoorden aan diverse technische criteria gepositioneerd in verschillende 'financiële gezondheidsklassen'.

Er moet worden opgemerkt dat deze financiële gezondheidsindicator niet bestaat voor ondernemingen die een natuurlijk persoon zijn (ONP), aangezien deze indicator wordt berekend op basis van de rekeningen die worden neergelegd bij de NBB. De ONP leggen echter geen rekeningen neer bij de NBB, aangezien deze rekeningen binnen het toepassingsgebied vallen van de aangiften van personenbelasting van de natuurlijke personen.

Een tweede belangrijk punt heeft betrekking op de samenhang van de gegevens/informatie in dat register rond het KBO-nummer van de onderneming. Het KBO-nummer wordt gebruikt als unieke authentieke bron voor de beschrijvende informatie over de ondernemingen. Met toepassing van het beginsel van minimale verwerking, maakt het KBO-nummer op zich de identificatie van de ondernemingen mogelijk, en bijgevolg staan de persoonsgegevens zoals de naam en het adres van de onderneming en de bestuurders er niet in vermeld. Dit is een belangrijk element omdat het de bedoeling is ondernemingen in moeilijkheden op te sporen met behulp van objectieve en meetbare criteria. Het beperken van de identificatiegegevens draagt zo mede bij tot de objectivering van de zoekcriteria.

Naar het voorbeeld van het KBO-nummer wordt de postcode van de maatschappelijke zetel (wanneer die zich in België bevindt) eveneens opgetekend in het register, teneinde de bevoegde ondernemingsrechtbank te kunnen bepalen.

Een derde fundamentele opmerking is dat in het register zeer weinig persoonsgegevens worden verwerkt, aangezien enkel de ondernemingen natuurlijk persoon, daaronder begrepen de beoefenaars van een vrij beroep, binnen het toepassingsgebied van de Richtlijn of van de Verordening inzake gegevensbescherming kunnen vallen. Alle andere rechtspersonen zijn er per definitie van uitgesloten.

De ONP zijn ondernemingen waarbij er geen scheiding bestaat tussen het privévermogen en het professioneel vermogen; derhalve is de aansprakelijkheid niet beperkt. Zij hebben geen van de rechtsvormen waarin is voorzien voor de ondernemingen rechtspersoon (ORP), en zowel hun inkomsten als lasten worden belast in de personenbelasting.

De ONP publiceren geen jaarrekeningen, maar zijn wel btw-plichtig en kunnen RSZ-plichtig zijn indien zij werknemers tewerkstellen. Wat de sociale lasten betreft, moeten ze zich registreren als zelfstandige en een bijdrage betalen aan het RSVZ. In dat kader kunnen ONP eveneens openstaande schulden hebben die economische knipperlichten vormen.

In een volgende fase, wanneer de rechters van de kamers voor ondernemingen in moeilijkheden van mening zijn dat zij een bestuurder van een onderneming in moeilijkheden moeten horen in het kader van hun bevoegdheid bedoeld in artikel XX.25 van het voornoemd Wetboek, kunnen zij uiteraard de contactgegevens van de bestuurder verkrijgen door raadpleging van de KBO op basis van het ondernemingsnummer.

Au niveau de l'articulation des données, comme mentionné supra, le registre central des clignotants économiques est construit sur la base du numéro d'entreprise attribuée par la BCE. Concrètement, ce registre présente à ses utilisateurs un tableau de lignes dont la première colonne est le numéro d'entreprise et dont les colonnes suivantes énumèrent les dettes (éventuellement leur accroissement entre deux périodes consécutives) et les montants des saisies.

Parmi les 'lignes' qui lui sont présentées, l'utilisateur peut en sélectionner en fonction de deux catégories de critères qui peuvent être combinés:

(1) des critères dynamiques liés aux dettes ouvertes, tels que la présence d'une dette à la TVA et/ou d'une dette ONSS, toutes deux supérieures à un montant seuil que l'utilisateur fixera;

(2) des critères relatifs aux caractéristiques plus pérennes de l'entreprise, tels que la forme légale, le nombre de salariés, l'indice de santé financière publié par la BNB.

Autrement formulé, le registre central des clignotants économiques est un outil dans lequel différentes recherches peuvent être effectuées afin de détecter les entreprises en difficultés financières. Comme d'une part, le législateur n'a ni défini les termes de 'difficulté financière', ni déterminé un seuil minimal à partir duquel une dette ouverte devait être communiquée (sauf pour l'ONSS qui ne communique que les dettes supérieures à 2.500 euros), et comme, d'autre part, il s'agit de respecter la liberté d'appréciation du pouvoir judiciaire en la matière, ce registre ne propose pas 'automatiquement' et préalablement aux requêtes effectuées, un seuil générique qui déterminerait qu'une entreprise est ou non en difficulté financière.

Il paraît important d'insister sur l'application concrète du prétraitement de l'analyse des données collectées. Ce dernier se fait par l'intermédiaire d'une analyse humaine d'un service spécialisé au sein de la chambre des entreprises en difficulté.

Dans cette optique, la suggestion faite par l'Autorité de protection des données dans le point 31 de l'avis 32-2020 du 3 avril 2020 n'est pas suivie par les auteurs de ce projet.

En ce qui concerne le délai de conservation, il faut noter que chaque donnée/information est conservée pendant cinq ans au maximum à partir de l'enregistrement dans le registre central des clignotants économiques.

Contrairement à l'avis du Conseil d'Etat (point 3.3), seule la finalité et les catégories de données doivent être fixées dans la loi. La loi peut déléguer au Roi les autres modalités de traitement telles que la durée de conservation des données.

Ce délai est justifié au niveau de la finalité de détection des entreprises en difficultés financières. Ces difficultés financières doivent bien entendu aussi pouvoir être évaluées dans le temps. C'est dans cette optique qu'un des critères de triage considéré par les chambres des entreprises en difficulté est l'aggravation d'une dette d'une période à la suivante. Dans la même logique, l'indication qu'une entreprise renouvellement systématiquement sa dette ONSS, en ne la réglant qu'après qu'elle ait été signalée, peut également constituer un indice pointant vers les difficultés de l'entreprise.

Le registre central des clignotants économiques affiche toujours le détail de l'évolution de la dette ONSS sur les deux derniers trimestres: l'utilisateur peut alors constater qu'une créance antérieure n'a été réglée que pour être remplacée par une nouvelle créance, ce qui indique que les créances sont à chaque fois honorées tardivement.

Contrairement à ce qu'affirme l'Autorité de protection des données dans les points 24, 28 et 29 de son avis 32-2020 du 3 avril 2020, les différents traitements qui peuvent être effectués à l'aide de ce registre ne doivent pas figurer in extenso dans le corps de l'arrêté royal. Il n'est pas possible d'être exhaustif vu que ces traitements ne sont pas figés et surtout parce que les principes de proportionnalité et de nécessité sont rencontrés par le fait que l'ampleur de la dette doit pouvoir être évaluée dans le temps pour réaliser la finalité visée par ce registre, à savoir la détection des entreprises en difficulté financière. A l'inverse, si cette évaluation dans le temps n'était pas nécessaire, le délai de conservation de cinq ans ne serait pas prévu dans le projet d'arrêté royal. Il est important de remarquer à ce titre que l'Autorité de protection des données ne remet nullement en cause le délai de conservation des données (point 28 de son avis 32-2020 du 3 avril 2020).

Wat de samenhang van de gegevens betreft, is het centraal register van economische knipperlichten (zie: supra) gebaseerd op het door de KBO toegekende ondernemingsnummer van de onderneming. Concreet toont het register aan de gebruikers ervan een tabel van rijen en kolommen, met in de eerste kolom het ondernemingsnummer en in de volgende kolommen schulden (eventueel met de toename ervan tussen twee opeenvolgende perioden) en bedragen van beslagen.

Uit de 'rijen' die hij te zien krijgt, kan de gebruiker rijen selecteren op basis van twee categorieën van criteria die kunnen worden gecombineerd:

(1) dynamische criteria die verband houden met de openstaande schulden, zoals het bestaan van een btw-schuld en/of een RSZ-schuld, beide hoger dan een drempelbedrag dat de gebruiker bepaalt;

(2) criteria die verband houden met de meer duurzame eigenschappen van de onderneming, zoals de rechtsvorm, het aantal werknemers en de financiële gezondheidsindicator gepubliceerd door de NBB.

Met andere woorden, het centraal register van economische knipperlichten is dus een instrument waarin verschillende zoekopdrachten kunnen worden uitgevoerd teneinde de ondernemingen met financiële moeilijkheden op te sporen. Aangezien, enerzijds, de wetgever de term 'financiële moeilijkheden' niet heeft omschreven, noch een ondergrens heeft bepaald vanaf welke een openstaande schuld zou moeten worden meegedeeld (behoudens wat de RSZ betreft, die enkel de schulden van meer dan 2 500 euro meedeelt), en, anderzijds, de beoordelingsvrijheid van de rechterlijke macht ter zake in acht dient te worden genomen, stelt dit register niet 'automatisch' een algemene drempel voor aan de ingediende verzoeken, die zou bepalen of een onderneming al dan niet in financiële moeilijkheden verkeert.

Het is belangrijk om de nadruk te leggen op de praktische toepassing inzake de voorbereiding van de analyse van de verzamelde gegevens. Dit laatste gebeurt aan de hand van een door mensen uitgevoerde analyse door een gespecialiseerde afdeling binnen de kamer voor ondernemingen in moeilijkheden.

In deze optiek wordt het voorstel dat de Gegevensbeschermingsautoriteit heeft geformuleerd in punt 31 van haar advies 32-2020 van 3 april 2020, niet gevolgd door de auteurs van dit ontwerp.

Wat de bewaartermijn betreft, moet worden opgemerkt dat alle gegevens/informatie gedurende maximaal vijf jaar worden bewaard, te rekenen vanaf de registratie in het centraal register van economische knipperlichten.

In tegenstelling tot het advies van de Raad van State (punt 3.3), moeten alleen de finaliteit en de categorieën van gegevens in de wet worden vastgelegd. De wet kan aan de Koning andere verwerkingsmethoden delegeren, zoals de duur van de bewaring van de gegevens.

Die termijn is gerechtvaardigd met het oog op het opsporen van ondernemingen in financiële moeilijkheden. Deze financiële moeilijkheden moeten uiteraard ook kunnen worden geëvalueerd in de tijd. Daarom is een van de sortingscriteria die in aanmerking wordt genomen door de kamers voor ondernemingen in moeilijkheden de toename van een schuld gedurende een bepaalde periode. In diezelfde logica kan de aanwijzing dat een onderneming haar RSZ-schuld systematisch vernieuwt, door deze pas na aangifte te vereffenen, eveneens een aanwijzing zijn die wijst op de moeilijkheden van de onderneming.

Het centraal register van economische knipperlichten toont gedetailleerde informatie over de evolutie van de RSZ-schuld in de laatste twee kwartalen: de gebruiker kan dan vaststellen dat een eerdere schuldvordering werd betaald om vervolgens te worden vervangen door een nieuwe schuldvordering, wat er dus op wijst dat de schuldvorderingen telkens laattijdig worden betaald.

In tegenstelling tot wat de Gegevensbeschermingsautoriteit stelt in de punten 24, 28 en 29 van haar advies 32-2020 van 3 april 2020, moeten de verschillende verwerkingen die met behulp van dit register kunnen worden verricht niet in extenso worden opgenomen in het koninklijk besluit. Gelet op het gegeven dat deze verwerkingen kunnen variëren, is het niet mogelijk om exhaustief te zijn, vooral omdat de beginselen van evenredigheid en noodzakelijkheid in acht worden genomen. De omvang van de schuld moet immers kunnen worden beoordeeld in tijd en met het oog op de realisatie van het doel van dit register, zijnde het opsporen van ondernemingen in financiële moeilijkheden. Omgekeerd, indien de beoordeling in de tijd niet noodzakelijk was, zou het ontwerp van koninklijk besluit niet voorzien in de bewaartermijn van vijf jaar. Het is in dat verband belangrijk op te merken dat de Gegevensbeschermingsautoriteit de bewaartermijn van de gegevens geenszins ter discussie stelt (punt 28 van het advies 32-2020 van 3 april 2020).

Par ailleurs, dans le même point 28, l'Autorité de protection des données indique qu'il convient de prévoir une procédure d'effacement du registre, comme le prévoient déjà les règles générales dans le RGPD. Comme indiqué antérieurement, ce registre agrège des informations fournies par des instances officielles et ne produit pas en lui-même de nouvelles « dettes ». En outre si l'entreprise n'a pas de nouvelles dettes ouvertes, ses données ne s'afficheront pas puisqu'ils n'y a alors pas de dettes exécutoires et ouvertes. Cependant, comme pour tout traitement de données, et conformément aux principes déjà inscrits dans le RGPD, une procédure d'accès et de correction des données sont prévues. Il va de soi que cette procédure devra veiller à permettre une correction des données à la source et pas uniquement au niveau du registre des clignotants économiques.

Ce délai de cinq ans ne signifie pas qu'une entreprise qui a honoré ses dettes et qui n'en a plus d'actives soit consultable dans le système.

En effet, s'il n'y a plus de clignotant actif visé à l'article 4 du présent projet d'arrêté royal, le numéro d'entreprise attribuée par la BCE ne s'affichera plus dans l'interface de l'utilisateur et sortira du périmètre d'examen des chambres des entreprises en difficulté.

### Article 5

Cet article spécifie les catégories de personnes qui ont accès au registre central des clignotants économiques et le cadre y afférent. De la sorte cet article prévoit différents profils d'accès au registre central des clignotants économiques.

D'emblée, les auteurs de ce projet veulent indiquer que la suggestion de l'Autorité de protection des données mentionnée au point 34 de son avis 32-2020 est suivie et qu'il est conséquemment rappelé aux utilisateurs de ce registre lors de son ouverture que :

- la consultation ne peut être réalisée que dans le cadre des activités professionnelles et des missions légales attribuées aux personnes qui le consultent;
- que l'ensemble des consultations sont journalisées et qu'en cas d'abus, des poursuites disciplinaires ou pénales sont possibles.

De plus, étant donné que l'accès est nominatif et est basé sur une autorisation préalable, la considération visée par l'Autorité de protection des données au point 35 est rencontrée.

Il s'agit premièrement, des greffes et des juges des chambres des entreprises en difficulté. Comme indiqué précédemment, ils n'agissent pas dans le cadre d'une affaire pendante devant eux mais bien dans le cadre de leur mission générale visée à l'article XX.25 du Code de droit économique. Leur possibilité d'interroger ce registre est limitée aux indicateurs des entreprises de leur ressort de compétence.

Il s'agit deuxièmement, sur la base de l'article XX.26 du Code droit économique de donner accès à ce registre au procureur du Roi. Notamment lorsque la chambre des entreprises en difficulté a décidé d'ouvrir un dossier et a éventuellement désigné un juge-rapporteur dans le but d'examiner si le débiteur paraît remplir les conditions d'une faillite ou s'il propose un plan de redressement de sa situation.

Mais le ministère public peut toujours avoir accès à ces données dans les diverses phases de l'insolvabilité, indépendamment de la décision de la chambre des entreprises en difficulté. L'article XX.26 du Code de droit économique précise d'ailleurs que la communication de données vers le procureur du Roi se déroule à tout moment.

Afin d'éviter des échanges de pièces par mail/fax fastidieux, le procureur du Roi pourra, en introduisant le numéro d'entreprise BCE d'une entreprise à laquelle il s'intéresse dans le cadre de ses missions judiciaires, consulter le registre central des clignotants économique afin de constater s'il y a, ou non, des clignotants présents pour cette entreprise et d'en connaître la nature.

Voorts geeft de Gegevensbeschermingsautoriteit in hetzelfde punt 28 aan dat zij het passend acht te voorzien in een procedure voor schrapping uit het register, zoals de algemene regels van de AVG reeds voorzien. Zoals eerder reeds aangegeven, worden in het register gegevens geaggregeerd die worden verstrekt door officiële instanties en brengt het op zichzelf geen nieuwe 'schulden' voort. Als de onderneming geen nieuwe openstaande schulden heeft, zullen haar gegevens overigens niet worden getoond aangezien er dan geen uitvoerbare en openstaande schulden zijn. Toch is, zoals voor alle gegevensverwerkingen en overeenkomstig de beginselen die reeds in de AVG zijn opgenomen, voorzien in een procedure om toegang te krijgen tot de gegevens en ze te corrigeren. Uiteraard moet er in het kader van die procedure worden op toegezien dat de gegevens bij de bron kunnen worden gecorrigeerd en niet enkel in het register van economische knipperlichten.

Die termijn van vijf jaar houdt uiteraard niet in dat een onderneming die haar schulden heeft betaald en die geen openstaande schulden meer heeft, kan worden geraadpleegd in het systeem.

Immers, indien er niet langer een actief knipperlicht is zoals bedoeld in artikel 4 van dit ontwerp van Koninklijk Besluit, zal het door de ECB toegekende ondernemingsnummer niet langer worden weergegeven in de gebruikersinterface en zal het buiten het onderzoek van de kamer van ondernemingen in moeilijkheden vallen.

### Artikel 5

Dit artikel verduidelijkt welke categorieën van personen toegang hebben tot het centraal register van economische knipperlichten en de betreffende context. Zo voorziet het artikel in verschillende profielen van toegang tot het centraal register van economische knipperlichten.

De auteurs van dit ontwerp willen er meteen op wijzen dat het voorstel dat de Gegevensbeschermingsautoriteit heeft geformuleerd in punt 34 van haar advies 32-2020 wordt gevolgd en dat de gebruikers van het register bij het openen ervan op consequente wijze erop worden gewezen dat:

- het register enkel mag worden geraadpleegd in het kader van de beroepsactiviteiten van en de wettelijke opdrachten die zijn toegewezen aan deze personen;
- alle raadplegingen worden gelogd en dat bij misbruik tuchtrechtelijke of strafrechtelijke vervolging mogelijk is.

Voorts, aangezien de toegang nominatief is en een voorafgaande machtiging is vereist, wordt eveneens tegemoetgekomen aan de overweging die de Gegevensbeschermingsautoriteit heeft geformuleerd in punt 35 van haar advies.

Ten eerste gaat het om de griffies en de rechters van de kamers voor ondernemingen in moeilijkheden. Zoals eerder aangegeven, handelen zij niet in het kader van een zaak die bij hen aanhangig is, maar in het kader van hun algemene opdracht, beoogd in artikel XX.25 van het Wetboek van economisch recht. Hun mogelijkheid om dat register te raadplegen, is evenwel beperkt tot de indicatoren van de ondernemingen van het rechtsgebied waarvoor zij bevoegd zijn.

Ten tweede is het de bedoeling, op grond van artikel XX.26 van het Wetboek van economisch recht, de procureur des Konings toegang te verlenen tot het register. Zulks inzonderheid wanneer de kamer voor ondernemingen in moeilijkheden heeft besloten een dossier te openen en zij eventueel een rechter-verslaggever heeft aangewezen om te onderzoeken of de schuldenaar de voorwaarden voor een faillissement lijkt te vervullen of om een plan voor het herstel van diens situatie voor te stellen.

Het openbaar ministerie heeft evenwel in de diverse fasen van de insolventieprocedure evenwel steeds toegang tot de gegevens, los van de beslissing van de kamer voor ondernemingen in moeilijkheden. In artikel XX.26 van het Wetboek van economisch recht is overigens bepaald dat de procureur des Konings op elk ogenblik mededeling kan krijgen van de gegevens).

Teneinde de omslachtige uitwisseling van documenten via mail of fax te vermijden, kan de procureur des Konings door invoering van het KBO-ondernemingsnummer van een onderneming die zijn aandacht trekt in de uitoefening van zijn gerechtelijke opdrachten, het centraal register van economische knipperlichten raadplegen om vast te stellen of er al dan niet knipperlichten aanwezig zijn bij de onderneming in kwestie en hiervan kennis te nemen.

Il n'est pas inutile de rappeler que ce registre ne contient aucun élément qui pourrait être couvert par le secret professionnel. Les informations qui pourraient éventuellement être protégées sont des informations pouvant être reçues par un juge-rapporteur dans le cadre de sa mission, et donc après décision d'ouverture d'un dossier. De telles informations, par nature en texte libre et non sous forme de data ne peuvent exister qu'en aval du registre central des clignotants économiques et il est donc impossible qu'elles y figurent.

#### Article 6

Cet article énumère les mesures de sécurité et de confidentialité minimales liées à ce registre. Il va de soi que le responsable du traitement peut choisir de mettre en œuvre au fur et à mesure des avancements dans le domaine des mesures de sécurité plus poussées. Contrairement à l'avis du Conseil d'Etat (point 14), l'arrêté royal ne doit pas reprendre les normes et standards afin d'assurer l'intégrité, la disponibilité et la confidentialité des données à caractère personnel et informations traitées, car d'une part, ces normes et standards sont en constante évolution et cette évolution constante nécessiterait à chaque fois une adaptation de l'arrêté royal et d'autre part, cette mention porterait des risques au niveau de la sécurité.

La première consiste à s'assurer d'une part, que seules les personnes qui ont le besoin d'accéder au registre central des clignotants économiques dans le cadre de l'accomplissement de leurs missions y accèdent dans les faits et d'autre part, que ces personnes sont soumises au secret professionnel ou au devoir de confidentialité.

Concrètement, chaque autorité hiérarchique d'une personne souhaitant accéder à ce registre centralisé devra valider cet accès sur la base de l'exercice de la mission concrète de la personne. Cette autorité hiérarchique devra aussi vérifier que cette personne est soumise au secret professionnel ou au devoir de confidentialité.

Elle devra aussi être à même de fournir une liste des personnes à qui elle a accordé ce droit d'accès et gérer les mutations de cette liste, c'est-à-dire la mettre à jour, notamment en cas de changement de fonction, départ à la pension, problème disciplinaire nécessitant un retrait de l'accès, etc. Cette gestion peut s'exercer soit via un système ad hoc mis en place par chaque autorité hiérarchique soit directement via un système de gestion commun.

La seconde exigence au niveau de la sécurité est liée à la première. Dès lors que certaines personnes sont autorisées à accéder au registre central des clignotants économiques, le système ne doit permettre l'accès qu'aux personnes autorisées en fonction de leur profil de recherche.

Illustrons ce propos: les juges des tribunaux de l'entreprise désignés ne peuvent consulter dans le registre que les numéros BCE et les données liées des entreprises pour lesquelles ils sont territorialement compétentes.

La troisième mesure est liée à la constitution de fichiers logs qui permettent d'établir quelle personne a réalisé quelle(s) consultation(s) dans le registre, à partir de quel poste. Comme la consultation ne peut être réalisée que dans un cadre professionnel et que cette exigence sera rappelée à l'ouverture du registre, il appartient à chaque personne qui a consulté ce registre de pouvoir en exposer les raisons.

La quatrième exigence est d'ordre technique. Le responsable du traitement doit utiliser les standards techniques en vigueur permettant d'assurer l'authenticité, l'intégrité et la confidentialité des données à caractère personnel et information traitées dans le registre central des clignotants économiques.

#### Article 7

Cet article exécute l'article XX.23, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, § 2, alinéas 1<sup>er</sup> et 4 et § 4 du Code de droit économique, en combinaison avec l'article XX.24 dudit Code.

L'article 7 décrit les modalités de transmission des données par les fournisseurs de données relatives aux entreprises en difficulté, de sorte que ces données puissent être ensuite traitées de manière structurée et logique dans le registre central des clignotants économiques.

Concrètement, les fournisseurs de données transmettent les informations ou les données aux greffes et juges des chambres des entreprises en difficulté. Cette transmission est réalisée par l'envoi de ces données au SPF Justice qui alimente le registre centralisé 'de manière structurée et logique', précisément pour en permettre une exploitation aisée (voir supra le passage relatif à l'articulation des données dans le registre).

Het is bovendien nuttig erop te wijzen dat dit register geen enkel element bevat waarop het beroepsgeheim van toepassing kan zijn. De gegevens die eventueel beschermd zouden kunnen worden, zijn gegevens die een rechter-verslaggever kan ontvangen in het kader van zijn opdracht, en dus na de beslissing om een dossier te openen. Soortgelijke gegevens hebben door hun aard de vorm van vrije tekst en niet van data, en kunnen er dus enkel zijn na de fase van de raadpleging van het centraal register van economische knipperlichten. Derhalve kunnen zij niet in dat register staan.

#### Artikel 6

Dit artikel geeft een overzicht van de minimale veiligheids- en vertrouwelijkheidsmaatregelen met betrekking tot het register. Het spreekt voor zich dat de verwerkingsverantwoordelijke ervoor kan kiezen gaandeweg doorgedreven veiligheidsmaatregelen uit te werken. In tegenstelling tot het advies van de Raad van State (punt 14) dient het koninklijk besluit niet de normen en standaarden op te nemen die de integriteit, de beschikbaarheid en de vertrouwelijkheid van de verwerkte persoonsgegevens en informatie moeten waarborgen, omdat enerzijds deze normen en standaarden voortdurend evolueren en deze voortdurende evolutie zou vereisen dat het koninklijk besluit telkens wordt aangepast, en anderzijds een dergelijke verwijzing veiligheidsrisico's met zich mee zou brengen.

Eenzijds moet ervoor worden gezorgd dat alleen personen die voor de uitoefening van hun taken toegang tot het centraal register van economische indicatoren nodig hebben, daadwerkelijk toegang tot dit register hebben, en anderzijds dat deze personen onderworpen zijn aan het beroepsgeheim of de vertrouwelijkheidsverplichting.

Concreet moet elke hiërarchische autoriteit van iemand die toegang tot het gecentraliseerd register wenst, die toegang valideren op basis van de uitoefening van de concrete opdracht van die persoon. Die hiërarchische autoriteit moet tevens nagaan of die persoon is onderworpen aan het beroepsgeheim of aan de vertrouwelijkheidsverplichting.

De hiërarchie autoriteit zal ook een lijst moeten kunnen voorleggen van de personen aan wie zij het recht op toegang tot het register toegekend en wijzigingen van deze lijst moeten beheren, d.w.z. bijwerken, met name in geval van wijziging van functie, pensionering, disciplinaire problemen die intrekking van de toegang noodzakelijk maken, enz. Dit beheer kan worden uitgevoerd via een ad hoc-systeem dat door elke hiërarchische instantie is opgezet of rechtstreeks via een gemeenschappelijk beheersysteem.

De tweede vereiste op het vlak van veiligheid houdt verband met de eerste vereiste. Aangezien slechts bepaalde personen toegang hebben tot het centraal register van economische knipperlichten, mag het systeem enkel toegang bieden aan de personen die daartoe zijn gemachtigd op basis van hun zoekprofiel.

Ter illustratie: de aangewezen rechters van de ondernemingsrechtbanken kunnen in het register bijvoorbeeld alleen de KBO-nummers en de desbetreffende gegevens raadplegen van de ondernemingen waarvoor zij territoriaal bevoegd zijn.

De derde maatregel houdt verband met het bijhouden van logbestanden die bijhouden wie welke raadpleging(en) heeft verricht in het register en vanaf welke post. Aangezien het register enkel mag worden geraadpleegd in een professionele context en dat daarop zal worden gewezen bij het openen van het register, moet iedereen die het register heeft geraadpleegd, kunnen uitleggen waarom hij dat heeft gedaan.

De vierde vereiste is van technische aard. De verwerkingsverantwoordelijke moet gebruikmaken van de geldende technische standaarden die een garantie bieden voor de authenticiteit, integriteit en vertrouwelijkheid van de persoonsgegevens en informatie die worden verwerkt in het centraal register van economische knipperlichten.

#### Artikel 7

Dit artikel geeft uitvoering aan het artikel XX.23, § 1, eerste lid, § 2, eerste en vierde lid, en § 4 van het Wetboek van economisch recht, juncto artikel XX.24 van het voornoemde Wetboek.

Artikel 7 omschrijft de regels voor de overdracht van gegevens met betrekking tot de ondernemingen in moeilijkheden door de gegevensverstrekkers, zodat die gegevens vervolgens op logische en gestructureerde wijze kunnen worden verwerkt in het centraal register van economische knipperlichten.

In concreto dragen de gegevensverstrekkers de informatie of de gegevens over aan de griffies en de rechters van de kamers voor ondernemingen in moeilijkheden. Deze overdracht gebeurt door de verzending van de gegevens naar de FOD Justitie die het gecentraliseerd register 'op logische en gestructureerde wijze' aanvult, net om een vlotte exploitatie ervan mogelijk te maken (zie: supra in de passage over de samenhang van de gegevens in het register).



Contrairement à l'avis du Conseil d'Etat (point 15), les fournisseurs de données ne doivent pas être mentionnées dans l'arrêté royal. En effet, ces fournisseurs de données sont ceux repris dans les articles XX.23 et XX.24 du Code droit économique que le présent arrêté exécute.

Par ailleurs, le SPF Justice veille à ce que seules les données prévues dans le présent projet d'arrêté royal soient enregistrées dans ce registre et ce faisant veille à l'application du principe de minimisation des données. Si un fournisseur de données, par exemple, envoie des données à caractère personnel comme par exemple le nom de l'administrateur de l'entreprise, ces données seront omises de l'alimentation du registre. Enfin, si les échéances de transmission ne sont pas légalement déterminées, elles sont établies de commun accord entre le fournisseur de données et le président du Collège des cours et tribunaux, de sorte que la mise à jour des données dans le registre central des clignotants économiques permette de fournir un indicateur fiable. En tout état de cause, ce délai est au maximum de deux mois.

#### Article 8

Cet article n'appelle pas de commentaires particuliers.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,  
de Votre Majesté,  
le très respectueux  
et très fidèle serviteur,  
Le Ministre de la Justice,  
V. VAN QUICKENBORNE

Conseil d'Etat, section de législation, avis 69.247/1 du 12 mai 2021 sur un projet d'arrêté royal 'relatif au registre central des clignotants économiques permettant la détection des entreprises en difficultés financières'

Le 14 avril 2021, le Conseil d'Etat, section de législation, a été invité par le Ministre de la Justice à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'relatif au registre central des clignotants économiques permettant la détection des entreprises en difficultés financières'.

Le projet a été examiné par la première chambre le 6 mai 2021. La chambre était composée de Marnix VAN DAMME, président de chambre, Bert THYS et Wouter PAS, conseillers d'Etat, Michel TISON et Johan PUT, assessesurs, et Wim GEURTS, greffier.

Le rapport a été présenté par Arne CARTON, auditeur adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Marnix VAN DAMME, président de chambre.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 12 mai 2021.

1. En application de l'article 84, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation a fait porter son examen essentiellement sur la compétence de l'auteur de l'acte, le fondement juridique et l'accomplissement des formalités prescrites.

#### PORTÉE ET FONDEMENT JURIDIQUE DU PROJET

2. Le projet d'arrêté royal soumis pour avis a pour objet de créer un « Registre central des clignotants économiques permettant la détection des entreprises en difficultés financières », ci-après dénommé « le registre ».

L'article 1<sup>er</sup> du projet vise la création du registre. La finalité de ce dernier est décrite à l'article 2, tandis que l'article 3 énonce que le Service public fédéral Justice aura la responsabilité du traitement. Le projet comporte une liste des indicateurs recueillis dans le registre (article 4) et énumère les catégories de personnes disposant d'un accès direct au registre (article 5). Il prévoit également un certain nombre de mesures en vue d'assurer la confidentialité et la sécurité des données à caractère personnel traitées dans le registre (article 6). L'article 7 règle la transmission des données relatives aux entreprises en difficulté par les fournisseurs de données en vue de leur traitement structuré et logique dans ledit registre.

In tegenstelling tot het advies van de Raad van State (punt 15) moeten de gegevensverstrekkers niet in het koninklijk besluit worden vermeld. In feite zijn deze gegevensverstrekkers die welke worden vermeld in de artikelen XX.23 en XX.24 van het Wetboek van economisch recht, die door het onderhavige besluit ten uitvoer worden gelegd.

Voorts ziet de FOD Justitie erop toe dat alleen de gegevens waarin dit ontwerp van koninklijk besluit voorziet in het register worden geregistreerd en dat zo het beginsel van minimale gegevensverwerking wordt toegepast. Indien een gegevensverstrekker, bijvoorbeeld, persoonsgegevens zoals de naam van de bestuurder van de onderneming verzendt, worden die gegevens niet in het register opgenomen. Tot slot, als de indieningstermijnen niet wettelijk zijn vastgesteld, worden zij in onderling overleg tussen de gegevensverstrekker en de voorzitter van het College van de hoven en rechtbanken vastgesteld, zodat de bijwerking van de gegevens in het centraal register van economische knipperlichten een betrouwbare indicator vormt. Die termijn bedraagt in ieder geval ten hoogste twee maanden.

#### Artikel 8

Dit artikel behoeft geen bijzondere commentaar.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,  
van Uwe Majesteit,  
de zeer eerbiedige  
en zeer getrouwe dienaar,  
De Minister van Justitie,  
V. VAN QUICKENBORNE

Raad van State, afdeling Wetgeving, advies 69.247/1 van 12 mei 2021 over een ontwerp van koninklijk besluit 'inzake het centraal register van economische knipperlichten met het oog op de opsporing van ondernemingen in financiële moeilijkheden'

Op 14 april 2021 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Justitie verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'inzake het centraal register van economische knipperlichten met het oog op de opsporing van ondernemingen in financiële moeilijkheden'.

Het ontwerp is door de eerste kamer onderzocht op 6 mei 2021. De kamer was samengesteld uit Marnix VAN DAMME, kamervoorzitter, Bert THYS en Wouter PAS, staatsraden, Michel TISON en Johan PUT, assessoren, en Wim GEURTS, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Arne CARTON, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Marnix VAN DAMME, kamervoorzitter.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 12 mei 2021.

1. Met toepassing van artikel 84, § 3, eerste lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, heeft de afdeling Wetgeving zich toegespit op het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, van de rechtsgrond, alsmede van de vraag of aan de te vervullen vormvereisten is voldaan.

#### STREKKING EN RECHTSGROND VAN HET ONTWERP

2. Het om advies voorgelegde ontwerp van koninklijk besluit strekt ertoe om een "Centraal register van economische knipperlichten met het oog op de opsporing van ondernemingen in financiële moeilijkheden" in te richten, hierna "het register" genoemd.

Artikel 1 van het ontwerp strekt tot het aanmaken van het register. De finaliteit daarvan wordt omschreven in artikel 2, terwijl in artikel 3 wordt bepaald dat de Federale Overheidsdienst Justitie zal optreden als verwerkingsverantwoordelijke. Het ontwerp bevat een oplijsting van de indicatoren die in het register worden verzameld (artikel 4), benevens een opsomming van de categorieën personen die rechtstreeks toegang hebben tot het register (artikel 5). Ook wordt voorzien in een aantal maatregelen met het oog op de vertrouwelijkheid en de veiligheid van de in het register verwerkte persoonsgegevens (artikel 6). In artikel 7 zijn regels vervat voor de overdracht van gegevens met betrekking tot de ondernemingen in moeilijkheden door de gegevensverstrekkers met oog op een logische en gestructureerde verwerking ervan in het register.

3.1. Il résulte du préambule du projet que les articles XX.23, XX.24 et XX.26 du Code de droit économique ainsi que les articles 28bis et 28ter du Code d'instruction criminelle sont invoqués à titre de fondement juridique pour le dispositif en projet, en plus du pouvoir général d'exécution des lois que confère au Roi l'article 108 de la Constitution.

Il ressort des éclaircissements apportés par le délégué qu'un fondement juridique est en outre recherché dans l'article 1390septises, alinéa 2, du Code judiciaire.

Sous réserve des observations formulées ci-après, le Conseil d'État, section de législation, peut souscrire à l'énumération préalable des dispositions procurant un fondement juridique.

3.2. Les articles 28bis et 28ter du Code d'instruction criminelle ne procurent pas de fondement juridique au projet. En effet, il s'agit de dispositions purement générales relatives à l'information judiciaire et au rôle dévolu, dans ce cadre, au procureur du Roi. Les dispositions législatives concernées ne peuvent pas non plus procurer un fondement juridique en combinaison avec l'article 108 de la Constitution, dès lors que dans l'exercice de son pouvoir général d'exécution, le Roi ne peut pas étendre la portée de la loi<sup>1</sup>.

3.3. L'article 4, alinéa 4, du projet, dispose que les indicateurs concernés sont conservés pendant cinq ans à partir de leur enregistrement dans le registre. Cette disposition équivaut à fixer un délai maximal de conservation des données susceptibles de revêtir un caractère personnel. Le principe de légalité découlant de l'article 22 de la Constitution requiert que les « éléments essentiels » relatifs au traitement des données à caractère personnel doivent être fixés préalablement par le législateur. La fixation du délai maximal de conservation des données à caractère personnel doit être considérée comme un tel « élément essentiel »<sup>2</sup>.

En l'espèce, le Conseil d'État, section de législation, n'aperçoit pas de disposition spécifique procurant le fondement juridique qui habiliterait le Roi à élaborer une disposition telle que l'article 4, alinéa 4, du projet.

3.4. Le dispositif en projet ne fait pas apparaître de façon suffisamment claire les catégories d'entreprises qu'il concerne spécifiquement et, en conséquence, les entreprises dont les données peuvent être traitées et en fonction de quels éléments une entreprise est prise en considération en vue d'être enregistrée<sup>3</sup>. Le projet d'arrêté royal ne pourrait être complété à cet effet qu'à la condition que le législateur prévoie, dans ce cadre, un fondement juridique adéquat, ce qui n'a toutefois pas encore eu lieu. En effet, le principe de légalité dont il est fait mention au point 3.3 et qui découle de l'article 22 de la Constitution nécessite l'intervention préalable du législateur en vue de fixer les catégories de données traitées et de personnes concernées en tant qu'éléments essentiels du traitement des données<sup>4</sup>.

## EXAMEN DU TEXTE

### OBSERVATION PRÉLIMINAIRE

4. L'article 1<sup>er</sup> du projet dispose qu'un fichier central d'« indicateurs » est créé. Le dispositif en projet gagnerait en clarté s'il définissait la notion d'« indicateur ». En l'état, l'article 4, alinéa 2, du projet comporte certes une définition mais celle-ci porte spécifiquement sur une description des « indicateurs pertinents ». Par ailleurs, dans son acception courante, la notion d'« indicateur » recouvre certains facteurs qui indiquent une évolution ou l'existence d'une situation donnée comportant une marge d'appréciation et en tant que telle, ladite notion se distingue de données purement factuelles pouvant être constatées objectivement. Il s'avère cependant que des indicateurs peuvent également concerner des données fondamentales par exemple, simplement destinées à identifier les entreprises visées (voir l'article 4, alinéa 3) et les notions d'« indicateurs » et de « données » (voir l'article 6, alinéa 1<sup>er</sup>, premier tiret) ou de « données et informations » (article 7, alinéa 1<sup>er</sup>) sont apparemment employées indifféremment dans le texte du projet. Toutefois, dès l'instant où aura été retenue une définition de la notion d'« indicateur », on s'efforcera dans un souci de clarté de s'en tenir autant que faire se peut à un usage aussi cohérent que possible de la notion ainsi définie dans l'ensemble du texte du projet.

### OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

#### Préambule

5. On insérera immédiatement après l'alinéa du préambule visant l'article 108 de la Constitution, un nouvel alinéa qui fera référence à l'article 1390septises, alinéa 2, du Code judiciaire, remplacé par la loi du 14 janvier 2013 et modifié par la loi du 15 avril 2018.

3.1. De aanhef van het ontwerp doet ervan blijken dat voor de ontworpen regeling als rechtsgrond, benevens op de algemene bevoegdheid om de wet uit te voeren die de Koning put uit artikel 108 van de Grondwet, een beroep wordt gedaan op de artikelen XX.23, XX.24 en XX.26 van het Wetboek van economisch recht, en op de artikelen 28bis en 28ter van het Wetboek van strafvordering.

Uit de toelichting van de gemachtigde blijkt dat daarnaast rechtsgrond wordt gezocht in artikel 1390septises, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek.

Onder voorbehoud van hetgeen hierna wordt opgemerkt, kan de Raad van State, afdeling Wetgeving, de voorafgaande opsomming van rechtsgrondbepalingen bijtreden.

3.2. De artikelen 28bis en 28ter van het Wetboek van strafvordering strekken het ontwerp niet tot rechtsgrond. Het betreft immers louter algemene bepalingen over het opsporingsonderzoek en de rol van de procureur des Konings daarin. De betrokken wetsbepalingen kunnen evenmin rechtsgrond bieden door, in samenhang ermee, een beroep te doen op artikel 108 van de Grondwet, aangezien de Koning bij het uitoefenen van de algemene uitvoeringsbevoegdheid de draagwijdte van de wet niet kan verruimen<sup>1</sup>.

3.3. In artikel 4, vierde lid, van het ontwerp, wordt bepaald dat de betrokken indicatoren bewaard worden gedurende vijf jaar vanaf hun registratie in het register. Deze bepaling komt erop neer dat een maximumtermijn wordt vastgesteld voor het bewaren van gegevens die ook van persoonlijke aard kunnen zijn. Het legaliteitsbeginsel dat voortvloeit uit artikel 22 van de Grondwet noopt ertoe dat de "essentiële elementen" met betrekking tot de betrokken gegevensverwerking voorafgaandelijk door de wetgever moeten worden vastgesteld. Het bepalen van de maximumtermijn voor het bewaren van de persoonsgegevens moet als een dergelijk "essentieel element" worden beschouwd<sup>2</sup>.

In casu ziet de Raad van State, afdeling Wetgeving, geen specifieke rechtsgrondbepaling die de Koning bevoegd maakt om een bepaling in de zin van artikel 4, vierde lid, van het ontwerp, tot stand te brengen.

3.4. Uit de ontworpen regeling valt niet voldoende duidelijk af te leiden op welke categorieën ondernemingen deze precies betrekking heeft en bijgevolg van welke ondernemingen gegevens kunnen worden verwerkt en op basis van welke elementen een onderneming voor registratie in aanmerking komt<sup>3</sup>. Het ontwerp van koninklijk besluit zou daartoe enkel kunnen worden aangevuld mits de wetgever daartoe vooraf een deugdelijke rechtsgrond heeft tot stand gebracht wat evenwel alsnog niet is gebeurd. Het reeds sub 3.3 vermelde legaliteitsbeginsel dat voortvloeit uit artikel 22 van de Grondwet vereist immers dat ook de categorieën van verwerkte gegevens en betrokken personen, als essentiële elementen van de gegevensverwerking, vooraf door de wetgever worden vastgelegd<sup>4</sup>.

## ONDERZOEK VAN DE TEKST

### VOORAFGAANDE OPMERKING

4. In artikel 1 van het ontwerp wordt bepaald dat er een centraal register van "indicatoren" wordt aangemaakt. Het zou de duidelijkheid van de ontworpen regeling ten goede komen indien het begrip "indicator" zou worden gedefinieerd. Nu bevat artikel 4, tweede lid, van het ontwerp, weliswaar een definitie, maar die heeft specifiek betrekking op een omschrijving van "relevante indicatoren". Daarenboven slaat het begrip "indicator" in de gebruikelijke taalkundige betekenis op bepaalde factoren die wijzen op een ontwikkeling of het bestaan van een bepaalde toestand die een zekere beoordeling vergt, en valt het begrip als zodanig te onderscheiden van louter feitelijke gegevens die voor een objectieve vaststelling vatbaar zijn. Nochtans blijken indicatoren ook betrekking te kunnen hebben op bijvoorbeeld basisgegevens die louter ter identificatie van de beoogde ondernemingen strekken (zie artikel 4, derde lid) en worden de begrippen "indicatoren" en "gegevens" (zie artikel 6, eerste lid, eerste streepje) of "gegevens en informatie" (artikel 7, eerste lid) in de tekst van het ontwerp blijkbaar door elkaar gebruikt. Eenmaal wordt geopteerd voor een definitie van het begrip "indicator" zal echter, ter wille van de duidelijkheid, zo veel als mogelijk moeten worden gestreefd naar een zo consequent mogelijk gebruik van het aldus gedefinieerde begrip doorheen de tekst van het ontwerp.

### BIJZONDERE OPMERKINGEN

#### Aanhef

5. Onmiddellijk na het lid van de aanhef waarin wordt verwezen naar artikel 108 van de Grondwet, moet een nieuw lid worden ingevoegd waarin wordt gerefereerd aan artikel 1390septises, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek, zoals vervangen bij de wet van 14 januari 2013 en gewijzigd bij de wet van 15 april 2018.

6. Le deuxième alinéa du préambule du projet – qui doit devenir le troisième alinéa – sera adapté comme suit :

« Vu le Code de droit économique, articles XX.23 et XX.24, insérés par la loi du 11 août 2017 et modifiés par la loi du 15 avril 2018, et article XX.26, inséré par la loi du 11 août 2017; ».

7. Pour le motif exposé au point 3.2, l'alinéa du préambule qui vise les articles 28bis et 28ter du Code d'instruction criminelle sera supprimé.

8. Ainsi que l'a confirmé le délégué, l'accord du Secrétaire d'État au Budget n'a pas été sollicité pour l'arrêté en projet au motif que ce dernier est dépourvu d'incidence budgétaire. On omettra donc du préambule du projet la référence faite dans celui-ci à « l'accord du Secrétaire d'État au Budget, donné le 26 mars 2021 ».

#### Article 1<sup>er</sup>

9. On n'aperçoit pas bien pourquoi le texte français de l'article 1<sup>er</sup> du projet fait mention d'un « fichier central d'indicateurs », alors qu'en toute logique et conformément à la terminologie employée dans l'ensemble du projet, le texte néerlandais évoque un registre (« [register] ») central d'indicateurs. Dans un souci d'uniformité et de concordance avec le texte néerlandais, il semble souhaitable de faire également état dans le texte français de l'article 1<sup>er</sup> d'un « registre central d'indicateurs ».

#### Article 3

10. Selon le délégué, l'article 3 du projet a pour objet de permettre au Service public fédéral Justice d'assumer la responsabilité du traitement en ce qui concerne les données visées à l'article 4 du projet. Mieux vaudrait exprimer cette intention explicitement dans le texte de l'article 35.

5 Voir également l'article 7, alinéa 1<sup>er</sup>, du projet par exemple qui fait état « [d]es données visées à l'article 4 » (dans le texte néerlandais: « de gegevens en informatie bedoeld in artikel 4 »).

#### Article 4

11. Si les « entreprises en personnes physiques » dont il est fait mention à l'article 4, alinéa 3, dernier tiret, du projet visent les « personne[s] physique[s] qui exerce[nt] une activité professionnelle à titre indépendant » au sens de l'article I.1, 1<sup>o</sup>, a), du Code de droit économique, mieux vaudrait reproduire la terminologie employée dans ce Code.

#### Article 5

12. L'article 5 du projet permet à un certain nombre de catégories de personnes d'accéder directement au registre. Il est ainsi suggéré que les personnes concernées acquièrent – moyennant les quelques conditions stipulées dans la disposition concernée – une espèce de droit d'accès automatique au registre. Or, il y a lieu d'attirer l'attention sur l'article XX.26 du Code de droit économique aux termes duquel « [l]e juge rapporteur ou le président de la chambre déterminent [...] quels éléments ne peuvent être communiqués lorsque leur divulgation serait de nature à compromettre le secret professionnel du débiteur ». Mieux vaudrait y faire référence dans l'article 5 du projet.

La question se pose par ailleurs de savoir si le droit d'accès, inscrit à l'article 5, ne doit pas être mieux défini. Ainsi, par exemple, les membres du parquet exercent-ils des tâches dans le cadre plus large de l'information judiciaire, ce qui semble excéder la finalité du registre décrite à l'article 2 du projet. Il semble que, sur ce point également, il serait souhaitable de soumettre la rédaction de l'article 5 du projet à un examen supplémentaire.

13. L'article 5 du projet ne comporte pas de division en paragraphes. Par conséquent la référence au « § 1<sup>er</sup>. » figurant au début de l'article 5, alinéa 1<sup>er</sup>, sera-t-elle omise.

6. De redactie van het tweede lid van de aanhef van het ontwerp – dat het derde lid dient te worden – moet worden gecorrigeerd als volgt:

“Gelet op het Wetboek van economisch recht, artikelen XX.23 en XX.24, ingevoegd bij de wet van 11 augustus 2017 en gewijzigd bij de wet van 15 april 2018, en artikel XX.26, ingevoegd bij de wet van 11 augustus 2017;”.

7. Om de reden vermeld sub 3.2 dient het lid van de aanhef waarin wordt verwezen naar de artikelen 28bis en 28ter van het Wetboek van strafvordering te worden geschrapt.

8. Zoals door de gemachtigde werd bevestigd, werd met betrekking tot het ontwerp besluit niet om de akkoordbevinding van de Staatssecretaris voor Begroting verzocht omdat uit het besluit geen budgettaire gevolgen voortvloeien. De verwijzing, in de aanhef van het ontwerp, naar “de akkoordbevinding van de Staatssecretaris voor Begroting d.d. 26 maart 2021” moet derhalve uit de aanhef worden weggelaten.

#### Artikel 1

9. Het valt niet goed in te zien waarom in de Franse tekst van artikel 1 van het ontwerp melding wordt gemaakt van een “fichier central d'indicateurs”, terwijl in de Nederlandse tekst – logischerwijze en in overeenstemming met de doorheen het gehele ontwerp gebruikte terminologie – van een centraal “register” van indicatoren melding wordt gemaakt. In de Franse tekst van artikel 1 lijkt, ter wille van de eenvormigheid en de overeenstemming met de Nederlandse tekst, evenzeer beter van een “registre central d'indicateurs” melding te worden gemaakt.

#### Artikel 3

10. Naar het zeggen van de gemachtigde ligt aan artikel 3 van het ontwerp de bedoeling ten grondslag om de Federale Overheidsdienst Justitie als verwerkingsverantwoordelijke te laten optreden met betrekking tot de in artikel 4 van het ontwerpbedoelde gegevens. Die bedoeling wordt het best met zoveel woorden in de tekst van artikel 3 tot uitdrukking gebracht<sup>5</sup>.

5 Zie bvb. ook artikel 7, eerste lid, van het ontwerp, waarin melding wordt gemaakt van “de gegevens en informatie bedoeld in artikel 4” (in de Franse tekst: “les données visées à l'article 4”).

#### Artikel 4

11. Indien in artikel 4, derde lid, laatste streepje, van het ontwerp, met de “ondernemingen natuurlijk persoon”, de “natuurlijke personen die zelfstandig een beroepsactiviteit uitoefenen”, in de zin van artikel I.1, 1<sup>o</sup>, a), van het Wetboek van economisch recht, worden bedoeld, wordt het best de in dat wetboek gebruikte terminologie overgenomen.

#### Artikel 5

12. In artikel 5 van het ontwerp wordt rechtstreeks toegang verleend tot het register aan een aantal categorieën personen. Op die wijze wordt de indruk gewekt dat de betrokken personen – onder de paar voorwaarden na die in de betrokken bepaling worden vermeld – een soort van automatisch toegangsrecht tot het register verwerven. Er dient evenwel te worden gewezen op het bepaalde in artikel XX.26 van het Wetboek van economisch recht, volgens hetwelk “[d]e rechter-verslaggever of de voorzitter van de kamer bepalen (...) welke gegevens niet kunnen worden medegedeeld wanneer hun bekendmaking van die aard zou zijn dat het beroepsgeheim van de schuldenaar wordt geschonden”. In artikel 5 van het ontwerp wordt hieraan het best gerefereerd.

Daarenboven rijst de vraag of het toegangsrecht in hetzelfde artikel 5 niet nader moet worden afgebakend. Zo oefenen bijvoorbeeld de leden van het parket taken uit in het ruimere kader van het gerechtelijk opsporingsonderzoek, hetgeen de finaliteit van het register lijkt te overstijgen die in artikel 2 van het ontwerp wordt omschreven. De redactie van artikel 5 van het ontwerp lijkt ook op dit punt het best aan een bijkomend onderzoek te worden onderworpen.

13. Artikel 5 van het ontwerp bevat geen indeling in paragrafen. De verwijzing naar “§ 1.”, bij de aanvang van artikel 5, eerste lid, moet bijgevolg vervallen.

## Article 6

14. L'article 6, alinéa 2, du projet dispose que l'environnement technique envisagé « répond aux normes et standards en vigueur afin d'assurer l'intégrité, la disponibilité et la confidentialité des données à caractère personnel et informations traitées ». Au sujet des « normes et standards » précitées, le délégué a déclaré ce qui suit :

« Selon le rapport au Roi, ce sont les standards techniques en vigueur permettant d'assurer l'authenticité, l'intégrité et la confidentialité des données à caractère personnel et information traitées dans le registre central des clignotants économiques. S'agissant de mesures techniques qui évoluent régulièrement, il n'est pas opportun de les mentionner dans un arrêté royal ».

Les explications fournies par le délégué ne changent en rien le constat que la référence faite dans l'article 6, alinéa 2, du projet aux « normes et standards en vigueur » est trop imprécise et ne contribue nullement à la sécurité juridique. Non seulement on n'aperçoit pas quels normes et standards sont visés précisément mais en plus, on peut s'interroger sur les garanties supplémentaires qui résulteraient de ces normes et standards par rapport à celles découlant de l'article 32 du règlement mentionné à l'article 3 du projet. De telles références générales et imprécises se heurtent à la rigueur qu'il y a lieu d'exiger des textes normatifs.

## Article 7

15. L'article 7, alinéa 2, du projet dispose que lorsque les échéances de transmissions ne sont pas fixées légalement, celles-ci sont établies « de commun accord entre le fournisseur de données et le président du collège des cours et tribunaux ». En ce qui concerne le « fournisseur de données » envisagé, le délégué a déclaré que sont visés « [l']ONSS, la TVA, le précompte professionnel, l'INASTI, le fichier central des saisies ». Par souci de clarté, on peut également envisager de définir dans le projet ce qu'il convient d'entendre pour l'application du dispositif en projet par la notion de « fournisseur de données ».

## Article 8

16. L'article 8 du projet ne fait que confirmer la règle usuelle d'entrée en vigueur des arrêtés royaux telle qu'elle résulte de l'article 6, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 31 mai 1961 'relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires'. L'article 8 est donc superflu et sera omis du projet.

Le greffier,  
Wim GEURTS

Le président,  
Marnix VAN DAMME

## Notes

1 L'article 108 de la Constitution procure certes un fondement juridique à certaines dispositions du projet, en combinaison avec certains articles mentionnés dans le préambule du projet, mais quoi qu'il en soit pas avec les articles 28<sup>bis</sup> et 28<sup>ter</sup> du Code d'instruction criminelle.

2 Voir l'avis du C.E. 68.936/AG du 7 avril 2021 sur un avant-projet de loi 'relative aux mesures de police administrative lors d'une situation d'urgence épidémique', Doc. parl., Chambre, 2020-2021, n° 1951/1, obs. 101.

3 Le rapport au Roi semble considérer qu'il est superflu de définir, dans l'arrêté royal en projet, les catégories d'entreprises dont les données peuvent figurer dans le registre au motif que la définition desdites catégories résulterait déjà de la loi. Le Conseil d'État, section de législation, ne voit cependant pas quelle disposition législative précise – ni dans le livre XX du Code de droit économique, ni dans une autre réglementation – prévoirait les éléments permettant l'enregistrement d'une entreprise.

4 Voir l'avis cité dans la note de bas de page 2

## Artikel 6

14. In artikel 6, tweede lid, van het ontwerp, wordt bepaald dat de beoogde technische omgeving "voldoet aan de geldende normen en standaarden teneinde de integriteit, de beschikbaarheid en de vertrouwelijkheid van de verwerkte persoonsgegevens en informatie te verzekeren". De gemachtigde deelde in verband met de voornoemde "normen en standaarden" mee wat volgt:

"Selon le rapport au Roi, ce sont les standards techniques en vigueur permettant d'assurer l'authenticité, l'intégrité et la confidentialité des données à caractère personnel et information traitées dans le registre central des clignotants économiques. S'agissant de mesures techniques qui évoluent régulièrement, il n'est pas opportun de les mentionner dans un arrêté royal".

De door de gemachtigde verstrekte toelichting kan geen afbreuk doen aan de vaststelling dat de in artikel 6, tweede lid, van het ontwerp, voorkomende verwijzing naar de "geldende normen en standaarden" te onbepaald is en geenszins de rechtszekerheid ten goede komt. Het is niet enkel onduidelijk welke normen en standaarden precies worden beoogd, maar ook kan de vraag rijzen welke bijkomende waarborgen uit die normen en standaarden voortvloeien in vergelijking met de waarborgen die vallen af te leiden uit wat wordt bepaald in artikel 32 van de in artikel 3 van het ontwerp vermelde verordening. Dergelijke algemene en onbepaalde verwijzingen staan op gespannen voet met de nauwkeurigheid die van normatieve teksten moet worden vereist.

## Artikel 7

15. In artikel 7, tweede lid, van het ontwerp, wordt bepaald dat, wanneer de overdrachtstermijnen niet wettelijk zijn bepaald, deze vastgelegd worden "in onderling overleg tussen de gegevensverstrekker en de voorzitter van het College van de hoven en rechtbanken". De gemachtigde deelde, wat de beoogde "gegevensverstrekker" betreft, mee dat het gaat om "ONSS, la TVA, le précompte professionnel, l'INASTI, le fichier central des saisies". Ter wille van de duidelijkheid kan worden overwogen om in het ontwerp te omschrijven wat voor de toepassing van de ontworpen regeling moet worden verstaan onder het begrip "gegevensverstrekker".

## Artikel 8

16. Het bepaalde in artikel 8 van het ontwerp houdt niet meer in dan een bevestiging van de gebruikelijke regel inzake inwerkingtreding van koninklijke besluiten zoals die volgt uit artikel 6, eerste lid, van de wet van 31 mei 1961 'betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en in werking treden van wetten en verordeningen'. Artikel 8 is dan ook overbodig en dient te worden weggelaten uit het ontwerp.

De griffier,  
Wim GEURTS

De voorzitter,  
Marnix VAN DAMME

## Nota's

1 Artikel 108 van de Grondwet biedt voor sommige bepalingen van het ontwerp wel rechtsgrond in samenhang gelezen met sommige van de in de aanhef van het ontwerp vermelde artikelen, zij het niet de artikelen 28<sup>bis</sup> en 28<sup>ter</sup> van het Wetboek van strafvordering.

2 Zie adv.RvS 68.936/AV van 7 april 2021 over een voorontwerp van wet 'betreffende de maatregelen van bestuurlijke politie tijdens een epidemische noodsituatie', Parl.St. Kamer, 2020-21, nr. 1951/1, opm. 101.

3 In het verslag aan de Koning lijkt ervan te worden uitgegaan dat het omschrijven in het ontworpen koninklijk besluit van de categorieën ondernemingen waarvan de gegevens in het register kunnen worden opgenomen overbodig is omdat dit reeds uit de wet zou volgen. De Raad van State, afdeling Wetgeving, ziet evenwel geen duidelijke wetsbepaling – noch in boek XX van het Wetboek van economisch recht, noch in een andere regeling – die vaststelt op basis van welke elementen een onderneming kan worden geregistreerd.

4 Zie het in voetnoot 2 aangehaalde advies.

**13 JUNI 2021. — Arrêté royal relatif au registre central des clignotants économiques permettant la détection des entreprises en difficultés financières**

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la Constitution, l'article 108;

Vu le Code judiciaire, l'article 1390septises, alinéa 2, remplacé par la loi du 14 janvier 2013 et modifié par la loi du 15 avril 2018;

Vu le Code de droit économique, les articles XX.23, XX.24 insérés par la loi du 11 août 2017 et modifiés par la loi du 15 avril 2018 et XX.26 inséré par la loi du 11 août 2017;

Vu l'avis n° 32/2020 de l'Autorité de protection des données rendu le 3 avril 2020;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 26 mars 2021;

Vu l'avis 69.247/1 du Conseil d'Etat, donné le 12 mai 2021, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Il est créé un registre central d'indicateurs, dénommé « registre central des clignotants économiques permettant la détection des entreprises en difficultés financières », ci-après en abrégé « registre central des clignotants économiques ».

**Art. 2.** Dans le cadre de la mission visée à l'article XX.25 du Code de droit économique relative au suivi des débiteurs en difficulté en vue de préserver la continuité de leurs activités et d'assurer la protection des droits des créanciers, le registre central des clignotants économiques a pour finalité, d'aider les chambres des entreprises en difficulté à détecter les entreprises qui relèvent de leur compétence et qui sont en difficultés financières telles que la continuité de leurs activités économiques pourrait être en péril.

**Art. 3.** Le Service Public Fédéral Justice est responsable du traitement au sens de l'article 4, 7), du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE.

**Art. 4.** Les indicateurs pertinents pour la finalité visée à l'article 2 sont recueillis dans le registre central des clignotants économiques sur la base d'un identifiant unique, à savoir le numéro d'entreprise attribuée par la Banque-Carrefour des Entreprises.

Par indicateurs pertinents, il faut entendre les données à caractère personnel et informations de nature juridique ou économique que les tribunaux de l'entreprise peuvent légalement traiter et qui sont nécessaires dans le cadre de la finalité visée à l'article 2.

Ces indicateurs pertinents concernent :

- le montant des sommes dues qui doivent légalement être communiquées aux tribunaux de l'entreprise, conformément à l'article XX.23 du Code de droit économique et les avis de saisies visés aux articles 1390 à 1390quater du Code judiciaire tels qu'ils doivent être communiqués conformément à l'article 1390septises du Code judiciaire, ainsi que leur numéro d'identification;
- l'indicateur de santé financière calculé par la Banque nationale de Belgique;
- le nombre de salariés de l'entreprise;
- les changements réguliers de siège;

Le registre central des clignotants économiques contient les données d'identification de l'entreprise à savoir :

- le numéro d'entreprise attribué par la Banque-Carrefour des Entreprises et le code postal du siège de l'entreprise;
- la forme légale ainsi que la situation juridique de l'entreprise, à l'exception des toute personne physique qui exerce une activité professionnelle à titre indépendant dans le sens de l'article I.1, 1<sup>o</sup>, a), du Code de droit économique.

**13 JUNI 2021. — Koninklijk besluit inzake het centraal register van economische knipperlichten met het oog op de opsporing van ondernemingen in financiële moeilijkheden**

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de Grondwet, artikel 108;

Gelet op het Gerechtelijk Wetboek, artikel 1390septises, tweede lid, vervangen bij de wet van 14 januari 2013 en gewijzigd bij de wet van 15 april 2018;

Gelet op het Wetboek van economisch recht, de artikelen XX.23, XX.24 ingevoegd bij de wet van 11 augustus 2017 en gewijzigd bij de wet van 15 april 2018 en XX.26, ingevoegd bij de wet van 11 augustus 2017;

Gelet op advies nr. 32/2020 van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 3 april 2020;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 26 maart 2021;

Gelet op het advies 69.247/1 van de Raad van State, gegeven op 12 mei 2021, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Er wordt een centraal register van indicatoren aangeemaakt, "centraal register van economische knipperlichten met het oog op de opsporing van ondernemingen in financiële moeilijkheden" genaamd, hierna afgekort als "centraal register van economische knipperlichten".

**Art. 2.** In het kader van de in artikel XX.25 van het Wetboek van economisch recht beoogde opdracht met betrekking tot het (op)volgen van schuldenaren in moeilijkheden om de continuïteit van hun activiteiten te vrijwaren en de bescherming van de rechten van de schuldeisers te verzekeren, heeft het centraal register van de economische knipperlichten als doel de kamers voor ondernemingen in moeilijkheden te helpen bij het opsporen van ondernemingen die onder hun bevoegdheid vallen en die in zodanige financiële moeilijkheden verkeren dat de continuïteit van hun economische activiteiten in gevaar zou kunnen komen.

**Art. 3.** De Federale Overheidsdienst Justitie is verwerkingsverantwoordelijke in de zin van artikel 4, 7), van Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG.

**Art. 4.** De relevante indicatoren voor het in artikel 2 beoogde doeleinde worden in dit centraal register van economische knipperlichten verzameld op basis van een unieke identificatiecode, met name het door de Kruispuntbank van Ondernemingen toegekende ondernemingsnummer.

Relevante indicatoren zijn de persoonsgegevens en informatie van juridische of economische aard die de ondernemingsrechtbanken wettelijk mogen verwerken en die noodzakelijk zijn in het kader van het in artikel 2 beoogde doeleinde.

Die relevante indicatoren hebben betrekking op:

- het bedrag van de verschuldigde sommen die wettelijk moeten worden meegedeeld aan de ondernemingsrechtbanken, overeenkomstig artikel XX.23 van het Wetboek van economisch recht, en de berichten in verband met beslag bedoeld in de artikelen 1390 tot 1390quater van het Gerechtelijk Wetboek, zoals ze moeten worden meegedeeld overeenkomstig artikel 1390septises van het Gerechtelijk Wetboek, alsook het identificatienummer ervan;
- de financiële gezondheidsindicator berekend door de Nationale Bank van België;
- het aantal werknemers van de onderneming;
- het regelmatig verplaatsen van de zetel;

Het centraal register van economische knipperlichten bevat de gegevens met betrekking tot de identificatie van de onderneming te weten:

- het door de Kruispuntbank van Ondernemingen toegekende ondernemingsnummer en de postcode van de zetel van de onderneming;
- de rechtsvorm en de rechtstoestand van de onderneming, met uitzondering van de natuurlijke personen die zelfstandig een beroepsactiviteit uitoefenen", in de zin van artikel I.1, 1<sup>o</sup>, a), van het Wetboek van economisch recht.

Ces indicateurs pertinents sont conservés pendant cinq ans à partir de leur enregistrement dans le registre central des clignotants économiques.

**Art. 5.** Le registre central des clignotants économiques est directement accessible :

- aux membres des greffes, aux juges des chambres des entreprises en difficulté;

Cet accès direct est limité aux indicateurs pertinents et données d'identification des entités économiques de leur ressort.

La liste des utilisateurs par tribunal est établie et gérée sous la responsabilité de chaque président de tribunal de l'entreprise.

- aux juges-rapporteurs;

Cet accès direct est limité aux dossiers pour lesquels ils ont été désignés par la chambre des entreprises en difficulté en vue de procéder à un examen plus approfondi.

- au procureur du Roi compétent sur la base de l'article XX.26 du Code de droit économique;

**Art. 6.** Afin d'assurer la confidentialité et la sécurité des données à caractère personnel traitées dans le registre central des clignotants économiques, les mesures suivantes sont prises :

- dans le cadre de la finalité visée à l'article 2, seules les personnes qui ont besoin d'y accéder dans le cadre de leurs missions et qui sont soumises au secret professionnel ou au devoir de confidentialité sont autorisées à consulter les données;
- un système de gestion des accès est prévu en vue d'identifier les utilisateurs et d'en vérifier et gérer leurs fonctions et leurs mandats;
- des fichiers de logs techniques sont tenus. Ces logs permettent d'établir qui a eu accès à quelles données à caractère personnel, à partir de quel poste;

L'environnement technique, dans lequel le registre central des clignotants économiques répond aux normes et standards en vigueur afin d'assurer l'intégrité, la disponibilité et la confidentialité des données à caractère personnel et informations traitées.

**Art. 7.** La transmission des données et informations visées à l'article XX.23, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, § 2, alinéas 1<sup>er</sup> et 4 et § 4 du Code de droit économique est réalisée par l'intermédiaire du Service Public Fédéral Justice qui veille à ce que seules les données visées à l'article 4 relevant de la compétence des tribunaux de l'entreprise soient disponibles dans le registre central des clignotants économiques.

Lorsque les échéances de transmissions ne sont pas fixées légalement, celles-ci sont établies de commun accord entre le fournisseur de données et le président du collège des cours et tribunaux, de sorte que la mise à jour des données dans la banque de données permette de fournir un indicateur fiable. Ce délai est au maximum de deux mois.

**Art. 8.** Le Ministre qui a la Justice dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 13 juin 2021.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,  
V. VAN QUICKENBORNE

Deze relevante indicatoren worden bewaard gedurende vijf jaar vanaf hun registratie in het centraal register van economische knipperlichten.

**Art. 5.** Het centraal register van economische knipperlichten is rechtstreeks toegankelijk:

- voor de leden van de griffie en voor de rechters van de kamers voor ondernemingen in moeilijkheden;

Deze rechtstreekse toegang is beperkt tot de relevante indicatoren en de gegevens met betrekking tot de identificatie van de economische entiteiten van hun rechtsgebied.

De lijst van gebruikers per rechtbank wordt opgesteld en beheerd onder de verantwoordelijkheid van iedere voorzitter van elke ondernemingsrechtbank.

- aan de rechter-verslaggevers;

Deze rechtstreekse toegang is beperkt tot de dossiers waarvoor zij zijn aangeduid door de kamer voor ondernemingen in moeilijkheden om een grondiger onderzoek uit te voeren.

- aan de krachtens artikel XX.26 van het Wetboek van economisch recht bevoegde procureur des Konings;

**Art. 6.** Teneinde de vertrouwelijkheid en de veiligheid van de in het centraal register van economische knipperlichten verwerkte persoonsgegevens te verzekeren, worden de volgende maatregelen genomen:

- in het kader van het in artikel 2 beoogde doeleinde mogen alleen personen die uit hoofde van hun functie toegang tot de gegevens moeten hebben en aan het beroepsgeheim of de geheimhoudingsplicht zijn onderworpen, de gegevens raadplegen;
- er wordt voorzien in een toegangsbeheersysteem om de gebruikers te identificeren en hun functies en mandaten te controleren en te beheren;
- er worden technische logbestanden bijgehouden. Door middel van die logs kan worden vastgesteld wie toegang heeft gehad tot welke persoonsgegevens en vanaf welke post;

De technische omgeving waarbinnen het centraal register van economische knipperlichten wordt beheerd, voldoet aan de geldende normen en standaarden teneinde de integriteit, de beschikbaarheid en de vertrouwelijkheid van de verwerkte persoonsgegevens en informatie te verzekeren.

**Art. 7.** De overdracht van de gegevens en informatie bedoeld in artikel XX.23, § 1, eerste lid, § 2, eerste en vierde lid en § 4, van het Wetboek van economisch recht, verloopt via de Federale Overheidsdienst Justitie die erover waakt dat uitsluitend de gegevens en informatie bedoeld in artikel 4 waarvoor de ondernemingsrechtbanken bevoegd zijn, beschikbaar zijn in het centraal register van economische knipperlichten.

Wanneer de overdrachtstermijnen niet wettelijk zijn bepaald, worden zij vastgelegd in onderling overleg tussen de gegevensverstrekker en de voorzitter van het College van de hoven en rechtbanken, zodat de bijwerking van de gegevens in de gegevensbank een betrouwbare indicator oplevert. Deze termijn is maximaal twee maanden.

**Art. 8.** De minister bevoegd voor Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 13 juni 2021.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,  
V. VAN QUICKENBORNE